

# LE DEVOIR

VOL. LXXXVIII - N° 185

MONTRÉAL, LE LUNDI 18 AOÛT 1997

88c + TPS + TVQ / TORONTO 1\$

PERSPECTIVES

## Sauveur demandé

Montréal se cherche encore un sauveur. Du coup, il flotte dans la métropole un air de déjà vu accentué par la précarité politique du maire Pierre Bourque. Plus ou moins publiquement d'ailleurs, plusieurs personnalités et organisateurs politiques s'activent pour s'emparer des rênes du pouvoir.

Tout le monde s'en mêle et s'emmêle. Même le bureau du premier ministre du Québec réfléchit à la question. Oh! bien sûr, on demeure discret. On évalue l'orientation politique de tel aspirant, ou soupèse les compétences de tel autre. Tout ça derrière des portes closes. Il n'en demeure pas moins qu'on s'inquiète en haut lieu pour savoir qui prendra le gouvernail de Montréal en novembre 1998.

S'inquiète-t-on pour autant des Montréalais? Ça, c'est une autre histoire qui n'a rien de rassurant surtout quand on regarde comment le gouvernement tire son épingle du jeu des épineux dossiers du pacte fiscal, qui n'a de pacte que le nom puisque seul Québec l'a déterminé, et celui de l'Hippodrome où Montréal semble servir de levier à l'industrie des courses de chevaux pour le bien de la collectivité.

Ainsi donc, Québec s'intéresse activement à l'après-Bourque. C'est tellement vrai que des démarches ont été entreprises auprès de candidats de prestige pour assumer le poste de directeur général de la Ville, poste par ailleurs imposé par Québec. Nul besoin de chercher de midi à quatorze heures: M. Bourque n'a pas pris part aux discussions.

Mais revenons à la mairie. Les noms de Jacques Girard, qui dirige le nouvel organisme Montréal International, Bernard Lamarre de SNC-Lavalin et Louis Roquet, président de la Société de développement industriel du Québec circulent dans les officines gouvernementales. Elucubrations nées du brouillard qui enveloppe Montréal, rumeurs suscitées par les démissions de Vision Montréal?

Chose certaine, seul M. Roquet semble avoir déjà un petit groupe de gens qui travaillent à ses côtés. Mais le principal intéressé n'a vraisemblablement pas encore décidé de faire le saut.

Même chose pour Yvon Lamarre en poste chez SNC-Lavalin et ancien bras droit du maire Jean Drapeau. S'il n'est pas soutenu par Québec, il n'en est pas pour autant exempt d'appuis. Certains conseillers municipaux, Sammy Forcillo et Germain Prigent en tête, n'ont jamais caché leur admiration pour l'homme. La participation de plusieurs conseillers de l'opposition au tournoi de golf annuel de la Fondation de M. Lamarre la semaine dernière, en dit long sur les velléités de ces élus. Dans cette course en coulisses, la députée libérale Liza Frulla tâte également le terrain. Même Jean Doré aurait, semble-t-il bien envie de refaire le saut.

Qu'attendent les candidats d'envergure pour se manifester? Le premier à se lancer pourrait bénéficier de l'avantage d'autant que l'histoire de la fondation du parti de Pierre Bourque, Vision Montréal, à six mois des élections de 1994, a amplement démontré qu'il est casse-gueule d'improviser. La crédibilité d'une formation politique ne s'acquiert pas en claquant des doigts. Et le financement d'un parti se prépare de longue haleine, question de ne pas emprunter des raccourcis douteux.

Le seul dont les aspirations à la mairie ont clairement été signifiées est le conseiller du RCM Michel Prescott. Les intentions de ce dernier en font sourire plus d'un puisque son nom n'a pas le prestige de ses concurrents potentiels. Il ne faudrait pas pour autant minimiser la capacité de M. Prescott à se propulser à l'avant-scène. Un noyau d'organisateur l'entoure. Mais une organisation, ce n'est pas nécessairement des idées. Il est vrai que Michel Prescott a beaucoup de bagout, surtout en Chambre. Mais l'effort au travail s'arrête là.

Pendant que tout le monde s'active, on oublie que Pierre Bourque est toujours maire de Montréal et qu'il a dit son intention de se battre. Ne s'est-il d'ailleurs pas relevé de durs coups jusqu'à présent? Il est au plus bas dans les sondages et sa crédibilité politique face aux gouvernements supérieurs est pour le moins chancelante, mais il a traversé l'épreuve de l'enquête du Directeur général des élections et il a encaissé deux séries de démissions dans son parti sans tomber.

D'ailleurs, même minoritaire au conseil municipal, la situation est peut-être moins difficile qu'on peut l'imaginer pour M. Bourque. L'opposition aura fort à faire pour démontrer qu'elle a véritablement à cœur les intérêts des Montréalais. Si les élus bloquent systématiquement les dossiers présentés par l'administration Bourque, ce dernier pourrait bénéficier d'un regain de popularité.

Ainsi les pièces du puzzle pré-électoral pourraient se mettre en place à compter de lundi prochain, alors que la première assemblée, où la majorité des voix sera détenue par l'opposition, se déroulera. C'est peut-être par la voix de l'opposition officielle que le prochain maire ou la prochaine mairesse pourra se faire valoir.

Si le RCM réussit à avoir un candidat d'envergure tel Mme Frulla ou M. Roquet, peut-être aura-t-il la capacité de rassembler davantage de conseillers municipaux, modifiant ainsi les rapports de force au conseil municipal. Mais Mme Frulla et M. Roquet pourraient vouloir créer leur propre véhicule politique. De la même façon, si Yvon Lamarre revient à la vie politique avec une bannière flamboyante neuve, le mouvement pourrait créer une nouvelle opposition officielle à l'Hôtel de Ville.

**MÉTÉO**  
Montréal: Ensoleillé avec passages nuageux. Max: 23 Min: 12  
Québec: Ciel variable. Max: 20 Min: 11  
Détails, page B 4

**INDEX**  
Agenda..... B 6 Éditorial..... A 6  
Annonces..... A 4 Le monde..... A 5  
Avis publics..... B 7 Les sports..... B 5  
Culture..... B 8 Mots croisés... A 4  
Économie..... B 2 Télévision..... B 7

www.ledevoir.com

L'ENTREVUE

Jean-Bertrand Pontalis: la psychanalyse en mouvement, page B 1



LES ACTUALITÉS

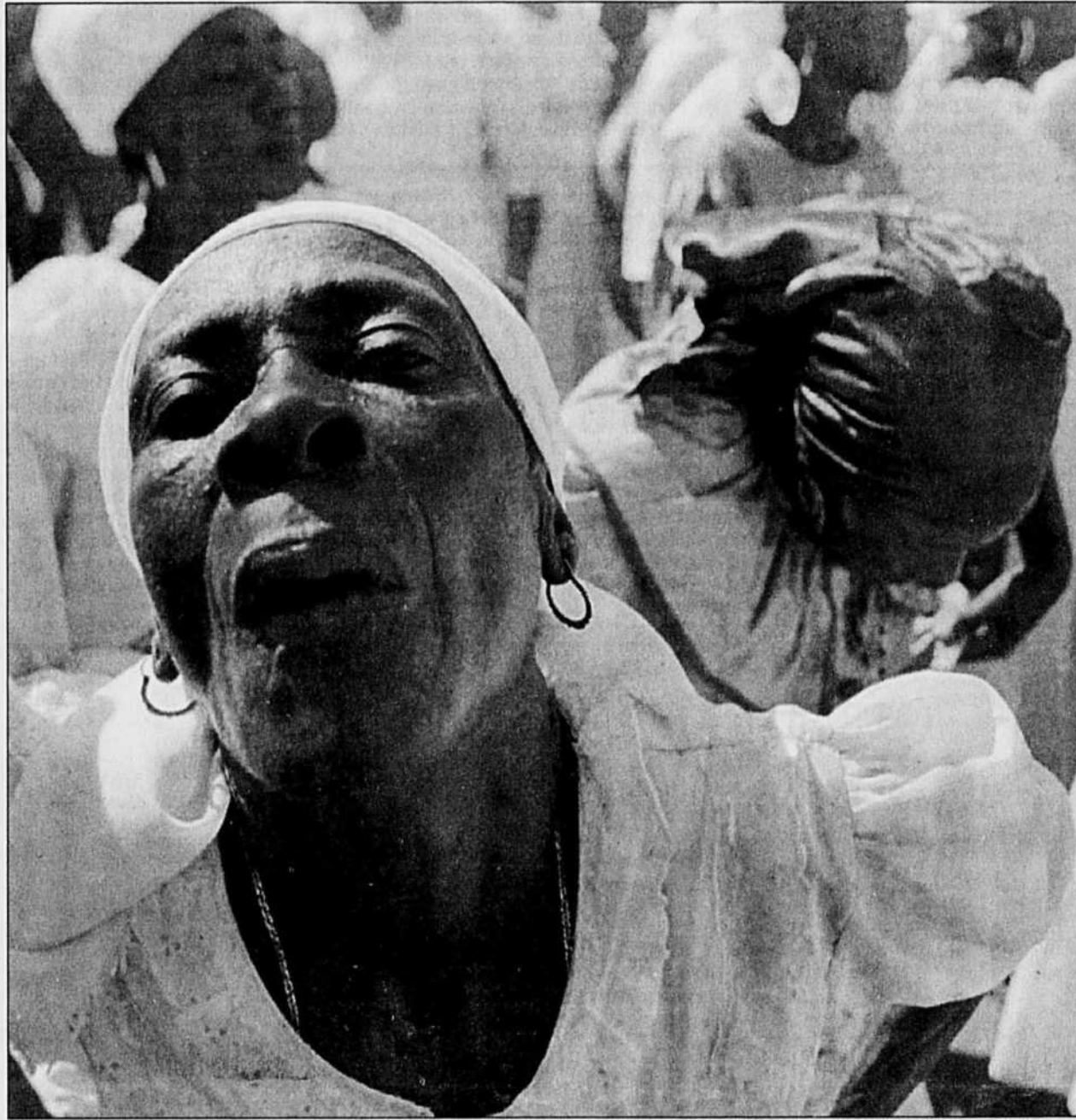
La station Mir connaît de nouvelles difficultés, page A 3

LES SPORTS

Troisième titre pour Monica Seles à Toronto, page B 5



## La magie



DANIEL MOREL ASSOCIATED PRESS

COMME la majorité de ses concitoyens, cette Haïtienne était complètement absorbée hier par des rituels vaudous, à Soukri, dans les Gonaïves, à quelque 175 km au nord de Port-au-Prince. Une scène tout à fait singulière là-bas dix jours durant, au cours desquels l'activité de la ville est ponctuée de ces cérémonies d'origine africaine à caractère magique et teintées de sorcellerie.

## Un micro dans la brousse

Une Québécoise met sur pied une émission radio inédite pour enfants au Sénégal

ISABELLE PARÉ  
LE DEVOIR

Au plus profond de l'Afrique, ce n'est pas le son du tam-tam que guettent les oreilles de milliers d'enfants sénégalais le samedi matin, mais celui de vieux transistors recrachant la voix d'autres bambins à des lieues de là. Ce micro dans la brousse, c'est le bébé d'une journaliste québécoise, propulsée par hasard dans les chemins de l'arrière-pays et devenue la mère d'un petit village global au cœur du continent noir.

C'est que l'une des émissions les plus écoutées au Sénégal est non seulement le fruit de ses efforts acharnés, mais aussi la toute première au monde à ouvrir son micro tout entier aux enfants, dans un pays où le droit de parole est considéré l'apanage des aînés.

Mimi Brazeau, jeune journaliste à la radio de Radio-Canada à Hull, n'avait pas la moindre idée de ce qui l'attendait en s'envolant en 1995 pour le Sénégal. Avec quelques années d'expérience comme critique littéraire à l'émission quotidienne du matin à CBOF, la jeune journaliste avait déjà tâté de la radio avec les enfants. Appelée à critiquer des livres et des spectacles pour jeunes, elle avait eu l'idée d'amener en studio des enfants, pour les laisser eux-mêmes critiquer les oeuvres et cuisiner leurs auteurs. Une idée qui a alors connu un succès boeuf dans la région.

Ce n'est qu'une fois rendue sur le continent africain, engagée par Plan international (Foster Parents Plan) pour s'occuper des communications de cet organisme d'aide et de parrainage dans les pays en développement, que cette idée refit surface.

Après avoir passé outre tous les préjugés, surmonté les obstacles administratifs et parcouru des milliers de kilomètres sur des routes de terre en tout terrain, elle peut se targuer, deux ans plus tard, d'avoir parrainé un *success-story* de la radio africaine.

Dans un pays où 90 % de la population est illettrée et la télévision aussi rare qu'une pluie en période de sécheresse, Radio Gune Yi (la radio des jeunes), est devenue l'une des émissions les plus écoutées au pays.

«Au début, personne ne croyait qu'il était possible de réaliser une émission entièrement animée par des enfants. En Afrique, ce sont les vieux qui ont la parole, pas les enfants. Ça a été très difficile de passer outre cette mentalité. La première fois, nous avons réuni des enfants pendant une semaine dans nos studios, et le 10 décembre 1995, la première émission était diffusée en ondes», explique Mimi Brazeau, lors d'un saut à Montréal.

«En Afrique, ce sont les vieux qui ont la parole, pas les enfants. Ça a été très difficile de passer outre à cette mentalité»

VOIR PAGE A 8: MICRO



Mimi Brazeau, entourée de ses jeunes mordus de la radio, propulsés au micro au terme d'une journée de formation.

## Riposte palestinienne

Les produits israéliens sont frappés d'interdit dans la bande de Gaza

AGENCE FRANCE-PRESSE

Gaza — L'Autorité palestinienne a lancé hier une campagne de boycottage de certains produits israéliens, en riposte à des sanctions imposées depuis fin juillet par Israël, a indiqué un responsable palestinien.

«Nous avons commencé ce matin à empêcher l'entrée dans la bande de Gaza des produits israéliens qui ne sont pas considérés comme essentiels», a déclaré à l'AFP Mohammad Rachid, un haut conseiller économique du président de l'Autorité palestinienne, Yasser Arafat.

Il a ajouté que les responsables de l'Autorité palestinienne «établissent une liste des produits jugés essentiels et qui échapperont donc au boycottage». «Une liste définitive sera présentée dimanche soir à M. Arafat», a encore dit M. Rachid, également connu sous le nom de Khaled Salam. «À partir de maintenant, nous donnons la priorité aux produits fabriqués dans les usines palestiniennes», a-t-il poursuivi.

Le ministère palestinien du Commerce a indiqué qu'un certain nombre de camions transportant des marchandises non indispensables avaient été refoulés hier à l'entrée de la bande de Gaza. Il s'agit notamment de Coca-Cola produit en Israël, d'eau minérale, de pièces de rechange pour voitures, de cigarettes de fabrication israélienne et de meubles.

Une commission spéciale a été créée pour superviser le boycottage, a-t-on indiqué de même source. À la suite d'un attentat qui a fait 16 morts, dont ses deux auteurs, le 30 juillet à Jérusalem, Israël a bouclé la Cisjordanie et la bande de Gaza, interdisant aux Palestiniens l'entrée de son territoire, et suspendu le versement de dizaines de mil-

Les Palestiniens achètent chaque jour des produits israéliens pour une valeur de neuf millions

VOIR PAGE A 8: RIPOSTE

## «Rétrograde», le projet partitionniste est «mort-né», estime Landry

«Les frontières du Québec ne sont pas des frontières ethniques ou linguistiques, ce sont des frontières géographiques»

MARIE-ANDRÉE CHOUNARD  
LE DEVOIR

La partition est un projet «rétrograde» dont l'odieux est d'articuler des frontières autour de groupes ethniques et linguistiques plutôt que de respecter une carte géographique, a soutenu hier le vice-premier ministre Bernard Landry, qui participait à l'assemblée de mise en candidature dans le comté de Bourassa en prévision d'élections partielles.

Laissées vacantes, les circonscriptions électorales de Bourassa et de Bertrand ont depuis hier chacune leur candidat péquiste: Claudel Toussaint représentera donc le Parti québécois lors de prochaines élections partielles dans Bourassa, en plein Montréal-Nord. Ce siège de député avait été libéré au printemps à la suite du départ du libéral Yvon Charbonneau. Il avait quitté la scène provinciale au profit du camp fédéral, se faisant élire dans Anjou-Rivières-des-Prairies.

Dans Bertrand, circonscription fameuse pour ses déboires «fraudeurs» — le député libéral Robert Thérien a été reconnu coupable en mars dernier de fraude électorale —, c'est Bernard Gilles Grenier qui a remporté hier la victoire et portera le flambeau péquiste lors des prochaines partielles.

Bernard Landry a salué l'arrivée de Claudel Toussaint dans le paysage politique d'avant-scène, insistant sur l'importance que prendra davantage à l'avenir cette «minorité invisible» qu'il représente, soit «les Québécois qui ne sont pas nés ici et qui se battent de toutes leurs forces pour l'indé-»



Bernard Landry

VOIR PAGE A 8: LANDRY

LES ACTUALITÉS

## Olson tente d'obtenir sa libération conditionnelle

À lire, page A 2



## • LES ACTUALITÉS •

Recours à la clause controversée «Faible espoir»

# Olson tente d'obtenir sa libération conditionnelle

Un jury de 12 personnes doit entendre le recours de la «Bête de Colombie-Britannique»

Vancouver (PC) — L'un des meurtriers les plus connus au pays, Clifford Olson, entreprend aujourd'hui à Vancouver le processus de demande de révision de sa peine d'emprisonnement, en recourant à la clause controversée dite du «faible espoir».

Douze personnes seront d'abord sélectionnées, à même un groupe de 130 candidats jurés, pour former le jury qui entendra le recours d'Olson, qui souhaite que le délai minimum de 25 ans préalable à sa libération conditionnelle soit réduit.

Celui qui s'est lui-même décrit comme «la Bête de Colombie-Britannique» a plaidé coupable, en 1982, des meurtres sauvages de 11 garçons et filles et a été condamné à l'emprisonnement à perpétuité.

La loi reconnaît à Olson le droit à une révision de sa peine. Le Code criminel prévoit en effet que toute personne qui a purgé 15 ans d'une pei-

ne d'emprisonnement sans libération conditionnelle possible avant 25 ans peut demander cette révision.

Bien que des amendements adoptés en janvier dernier excluent dorénavant les meurtriers en série, ces amendements ne sont pas rétroactifs.

Des membres de cinq ou six des familles des victimes assisteront vraisemblablement aux audiences, qui pourraient durer jusqu'à deux semaines.

Selon Gary Rosenfeldt, fondateur du groupe Victims of Violence, à Ottawa, dont le fils a été assassiné par Clifford Olson en avril 1981, les parents des autres victimes se sentent peut-être incapables d'assister aux procédures, ou encore ne peuvent assumer les frais impliqués.

C'est dans la grande région de Vancouver que la folie meurtrière d'Olson a fait le plus de victimes. Son premier meurtre a été commis à la

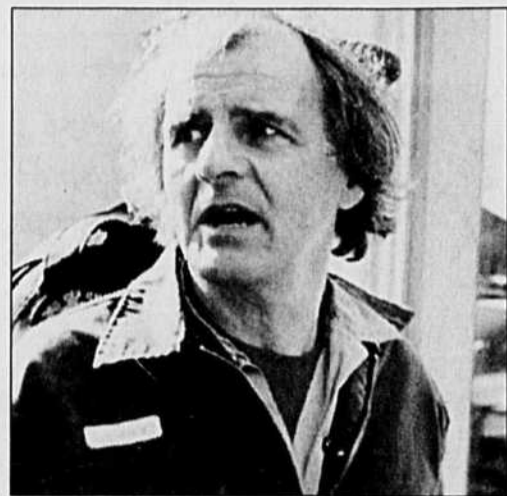
fin de 1980. Les autres victimes ont commencé à disparaître en avril 1981 et la série des meurtres culminait en juillet, avec l'assassinat de six des onze victimes.

Il a été arrêté le 12 août 1981, alors qu'il faisait l'objet d'une surveillance, après avoir fait monter deux auto-stoppeuses à bord de son automobile et avoir emprunté un chemin de terre.

On n'a retrouvé les corps de plusieurs de ses victimes qu'avec l'aide d'Olson lui-même, qui avait obtenu qu'on lui verse 10 000 \$ pour chaque cadavre. L'argent a été versé à un fonds destiné à sa femme et à son bébé.

Olson, qui défendra lui-même sa cause tout au long du processus de révision judiciaire, aura son mot à dire dans la sélection des jurés.

Trois salles d'audience ont été réservées aux procédures de révision d'Olson, deux d'entre elles pour répondre à l'afflux appréhendé du public et des représentants des médias.



Clifford Olson: meurtres de 11 enfants.

EN BREF

### Garderies: dossier sous contrôle

(PC) — Le vice-premier ministre du Québec, Bernard Landry, soutient que le dossier du financement des garderies et du nombre de places disponibles sera sous contrôle dès la rentrée, malgré les difficultés rencontrées actuellement. M. Landry réagissait hier aux propos tenus la veille par le chef de l'Action démocratique du Québec, Mario Dumont, qui qualifiait le dossier des garderies de «cafoyllis». Le vice-premier ministre estime que la politique familiale de la ministre Pauline Marois est sur la bonne voie, malgré l'implication financière moindre du gouvernement fédéral. A deux semaines de la rentrée, plusieurs parents craignent qu'il n'y ait pas suffisamment de places à 5 \$ réservées aux enfants de quatre ans. Le chef de l'Action démocratique souhaite pour sa part la levée du moratoire sur le développement de places en garderies à but lucratif.

### Atterrissage d'urgence

(PC) — Un avion de type Cessna a dû faire un atterrissage d'urgence sur l'autoroute 10, entre Bromont et Waterloo, hier après-midi. Des ennus mécaniques ont obligé le pilote à poser d'urgence l'appareil, à la hauteur du kilomètre 84. L'incident n'a causé ni accident, ni blessures.

### Demeurer Canadien

(PC) — Le mouvement partitionniste passera à l'action demain soir à Hawkesbury, dans l'est ontarien, lors de l'assemblée du conseil municipal régional de Prescott-Russell. Le Parti Égalité proposera alors au conseil d'adopter sa résolution *Demeurer canadien*. On y demande qu'Ottawa garantisse le droit des citoyens québécois, là où ils sont majoritaires, de demeurer canadiens, peu importe les résultats d'un futur référendum sur l'indépendance du Québec. Le conseil municipal régional de Pontiac, au Québec, ainsi que plusieurs maires de l'est ontarien ont appuyé cette résolution.

### L'eau et les nouveau-nés

(AP) — De nombreuses mères, en plus du sein ou du biberon, donnent de l'eau à leur bébé. Ce qui est inutile, voire dangereux, selon des chercheurs américains qui publient les résultats de leurs recherches dans les *Archives of Pediatrics and Adolescent Medicine* du mois d'août. Si un nourrisson boit trop d'eau, il peut souffrir d'*«intoxication orale à l'eau»*, c'est-à-dire que le sodium nécessaire dans le sang se dilue et empêche un fonctionnement correct de l'organisme. Les conséquences peuvent en être une modification du comportement, une température corporelle anormalement basse, des gonflements, des maux de tête... Sauf dans les cas de temps très chaud, selon l'Académie américaine de pédiatrie, le lait maternel ou le biberon fournit aux enfants toute l'eau dont ils ont besoin. Ce sont les enfants les plus jeunes, de moins d'un mois, qui sont tout particulièrement fragiles, car ils ne réussissent pas à filtrer l'eau aussi vite que des bébés plus âgés.

### Derniers instants d'Anne Frank

(AFP) — Une rescapée du camp de Bergen Belsen se souvient dans la dernière édition de l'hebdomadaire *Newsweek* des derniers instants de la jeune Anne Frank, morte du typhus en mars 1945 et dont le *Journal* a fait le tour de la terre. Irma Sonnenberg Menkel, âgée aujourd'hui de 100 ans, raconte comment elle tentait de rassurer Anne, qui avait quinze ans à l'époque. «Elle était une gentille et agréable personne. Elle me disait souvent, "Irma, je suis très malade". Je lui répondais, "non, tu n'es pas si malade". Elle voulait se rassurer de nouveau qu'elle ne l'était pas. Lorsqu'elle a sombré dans le coma, je l'ai prise dans mes bras. Elle ne savait pas qu'elle était en train de mourir. Elle ignorait qu'elle était tellement malade», écrit Irma Sonnenberg Menkel dans son témoignage, en expliquant avoir longtemps refoulé ses souvenirs de camp de concentration. Anne Frank est l'auteur d'un journal tenu pendant la guerre, alors qu'elle se terrait, cachée des Nazis avec sa famille, aux Pays-Bas, et où elle décrivait ses peurs et ses espoirs de toute jeune fille.

### Hess interdit

(AFP) — La Cour constitutionnelle de Karlsruhe a confirmé l'interdiction hier de commémorer, dans la ville natale de Rudolf Hess, Wunsiedel (Bavière), le 10<sup>e</sup> anniversaire de la mort du dauphin d'Hitler, qui s'était pendu le 17 août 1987 dans sa prison. Dans toute l'Allemagne, la police est sur le pied de guerre depuis vendredi pour empêcher toute commémoration de la mort du dirigeant nazi. Plus de 200 néo-nazis, qui avaient tenté de braver les interdictions de manifester prononcées un peu partout en Allemagne, ont été arrêtés vendredi et samedi.

## Les psychologues hésitent à prescrire des médicaments

Ottawa (d'après PC) — Les psychologues canadiens sont divisés quant à l'opportunité d'imiter leurs collègues américains et de demander une révision des lois pour obtenir le droit de prescrire des médicaments.

Pour les opposants, il n'est dans l'intérêt ni de la profession, ni du public, d'autoriser les psychologues à prescrire des médicaments. Les psychologues deviendront des agents et des marionnettes de l'industrie

pharmaceutique en faisant la promotion de médicaments comme le Valium, le Prozac et l'Halcion, dans une société qui en abuse déjà, soutient ainsi Tana Dineen, une ancienne psychologue de Toronto. Keith Dobson, un ancien président de l'Association canadienne de psychologie, craint que plusieurs psychologues ne soient tentés de prescrire des médicaments pour obtenir des résultats rapides et s'éviter le dur travail de la psychothérapie.

De façon générale, seuls les doc-

teurs en médecine, des infirmières ayant reçu une formation spéciale et les psychiatres peuvent prescrire des médicaments. Les psychologues se sont toujours opposés à l'usage de médicaments, estimant que la psychothérapie est efficace sans qu'il soit nécessaire de recourir aux médicaments. Mais de plus en plus de psychologues affirment maintenant qu'ils devraient pouvoir prescrire des médicaments, et que ceux-ci pourraient devenir un élément optionnel

ou additionnel de la psychothérapie. Dans l'édition du mois de février de *Canadian Psychology*, la publication de l'Association canadienne de psychologie, un groupe de psychologues de Calgary estimait qu'il n'est pas nécessaire de donner aux psychologues le droit de prescrire des médicaments, mais jugeait qu'un débat national sur la question serait opportun.

Aux États-Unis, où ce débat se poursuit déjà depuis environ une décennie, l'association américaine de

psychologie s'est prononcée en faveur de l'idée et dit s'attendre à ce qu'une loi en ce sens soit adoptée dans certains États américains. On n'en est pas encore là au Canada, où la profession est divisée sur la question, mais déjà la section de psychopharmacologie de l'Association canadienne de psychologie s'est prononcée en faveur du droit des psychologues à prescrire des médicaments lors du récent congrès de l'association.

# Liquidation

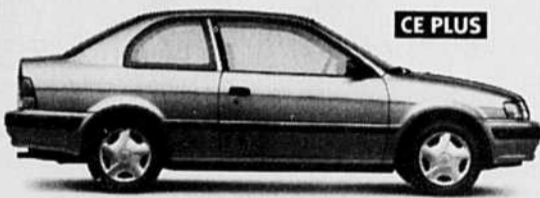
0 \$ COMPTANT  
transport et préparation inclus

# 97

TERCEL 97

197\$

par mois/  
location  
48 mois\*



CE PLUS

- Essuie-glaces à balayage intermittent
- Appuis-têtes à l'arrière
- Enjoliveurs de roues complets
- Rétroviseurs jumelés à télécommande
- Et bien plus...

RAV4 97

297\$

par mois/  
location  
48 mois\*\*



4x4

- Traction intégrale
- 4 portes
- 2 coussins gonflables
- Volant inclinable
- Et bien plus encore...

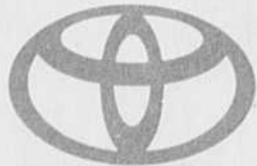
- Corolla
- Avalon
- 4Runner
- Tacoma
- T-100

Financement à l'achat

4,5%†

Programmes de location et de financement au détail de Toyota Canada Inc. sur approbation de crédit par Toyota Credit Canada Inc. valables pour les modèles 1997 neufs, loués et livrés avant le 31 août 1997. Immatriculation, assurance et taxes en sus.  
\* Offre valable pour les modèles 1997 Tercel AC51LM-CA. Premier versement de 224,49\$ et dépôt de garantie de 225\$ exigibles au moment de la livraison. Basée sur un maximum de 96 000 km. Des frais de 7¢/km s'appliquent pour les kilomètres excédentaires.  
\*\* Offre valable pour les modèles 1997 RAV4 HP10VM-AA. Premier versement de 338,45\$ et dépôt de garantie de 350\$ exigibles au moment de la livraison. Basée sur un maximum de 96 000 km. Des frais de 10¢/km s'appliquent pour les kilomètres excédentaires.  
† Offre de financement de 4,5% applicable sur tous les modèles Corolla, Avalon, Celica, Supra, RAV4, 4Runner, Tacoma et T-100 1997. Photos aux fins d'illustration seulement. Détails chez votre concessionnaire Toyota participant.

Votre concessionnaire



# TOYOTA

T U M ' É P A T E R A S T O U J O U R S !

BOUCHERVILLE  
Toyota Duval  
655-2350

CHÂTEAUGUAY  
Châteauguay Toyota  
692-1200

JOLIETTE  
Joliette Toyota  
759-3449

LAVAL  
Vimont Lexus Toyota  
668-2710

MONTRÉAL  
Chassé Toyota  
527-3411

MONTRÉAL  
Toyota Pia IX  
329-0909

ST-HYACINTHE  
Angers Toyota  
774-9191

STE-AGATHE  
Toyota A  
Ste-Agathe  
742-4596

SOREL  
Automobile  
Pierre Lefebvre  
742-4596

BROSSARD  
Toyota  
445-0577

GATINEAU  
Toyota Gatineau  
568-0066

LACHINE  
Spinelli Lexus Toyota  
634-7171

LONGUEUIL  
Longueuil Toyota  
674-7474

MONTRÉAL  
Fairview Toyota  
351-5010

POINTE-CLAIRE  
Houle Toyota  
684-1510

ST-JEAN  
Déry Toyota  
359-9000

TERREBONNE  
Automobiles  
L.G. Lévesque  
471-4117

VALLEYFIELD  
G. Couillard  
Automobiles  
373-0850

CANDIAC  
Candiac Toyota  
659-6511

HULL  
Villa Toyota  
776-0077

MONTRÉAL  
Lexus Toyota Gabriel  
623-3511

MONTRÉAL  
Lexus Toyota Gabriel  
748-7777

MONTRÉAL  
Lexus Toyota Gabriel  
581-3540

ST-JÉRÔME  
Toyota St-Jérôme  
438-1255

SHAWINIGAN  
Maurice Toyota  
539-8393

VERDUN  
Woodland Toyota  
761-3444

THURSO  
Auger & Frères  
985-2218



• LES ACTUALITÉS •

# Échec de l'arrimage d'un vaisseau cargo à Mir

## Les contrôleurs au sol ont donné une «information incorrecte»

Une tentative d'arrimage du vaisseau cargo *Progress* a été brutalement interrompue et reportée de 24 heures, hier, par l'équipage de la station *Mir*, en raison d'une erreur de programmation informatique, ont annoncé les responsables de la mission. Cette manœuvre était la réédition de celle qui avait échoué le 25 juin dernier: un autre vaisseau *Progress* était alors entré en collision avec le module *Spectre* de la station *Mir*, provoquant une importante perte d'énergie et une série de déconvenues pour l'équipage. Contrairement à l'approche manuelle adoptée en juin, hier, les deux cosmonautes russes et l'Américain ont choisi de tenter l'arrimage par pilotage automatique.

AGENCE FRANCE-PRESSE

Moscou — L'arrimage d'un vaisseau cargo de type *Progress* à la station orbitale russe *Mir*, prévu hier, a été reporté d'environ 24 heures en raison d'un problème informatique, a annoncé le centre de contrôle des vols spatiaux (TSOUP) de Korolev près de Moscou.

Selon un porte-parole du TSOUP contacté par téléphone, les contrôleurs au sol ont donné une «information incorrecte» à l'ordinateur de bord du vaisseau *Progress*, qui a renvoyé «un signal de panne».

Les autorités spatiales russes, échaudées par la collision d'un autre vaisseau *Progress* avec *Mir* le 25 juin, ont décidé de reporter de 24 heures l'opération d'arrimage de *Progress-35*, prévue initialement di-

manche à 17h30 locales (14h30 GMT). Le vaisseau *Progress-35*, un cylindre de six tonnes qui orbite autour de la terre sous pilote automatique depuis plusieurs jours, doit être rattaché à *Mir*.

La réserve de combustible qu'il contient doit en effet être utilisée pour des opérations de correction de l'orbite de *Mir*. Les vaisseaux cargo, une fois déchargés, servent en outre de poubelle aux occupants de la station spatiale, actuellement les Russes Anatoli Solovév et Pavel Vinogradov et leur collègue américain Michael Foale.

Une fois les cargos chargés de déchets, ils sont lâchés dans l'espace et finissent par retomber vers la terre, en se désintégrant lors de la rentrée dans l'atmosphère.

Ces opérations d'arrimage de cargo sur *Mir* sont routinières, mais les deux dernières ont donné lieu à des incidents.

L'équipage de la navette avait eu des difficultés à maîtriser l'ap-

proche de *Progress M-33* et *Progress M-34*. Ce dernier, en heurtant *Mir*, avait percé le module scientifique *Spektr* et provoqué sa dépressurisation. Cette collision avait eu lieu alors que le vaisseau *Progress M-34* tentait de se réamarrer à la station en utilisant un système manuel en cours d'expérimentation.

### Amertume

*Progress M-35* était arrivé sur *Mir* le 7 juillet, amenant 2,4 tonnes de matériel nécessaires pour les réparations du module *Spektr*.

Il avait ensuite été séparé de la station le 6 août, pour libérer le sas d'arrivée où le vaisseau habité *Soyouz TM-26*, qui amenait Solovév et Vinogradov. Depuis cette date, le cargo orbite à environ 10 km de la station.

L'ancien équipage, composé de Vassili Tsibliev et Alexandre Lazoutkine, reparti à bord de *Soyouz*, le point d'amarrage est désormais libre pour le vaisseau *Progress*.

Tsibliev et Lazoutkine, revenus sur terre jeudi, ont donné samedi à Moscou une conférence de presse au cours de laquelle ils n'ont pas caché leur amertume d'être tenus responsables — par certains fonctionnaires au sol — des accidents à répétition des derniers mois sur *Mir*.

«Il est plus facile de faire porter la responsabilité de tout cela sur l'équipage. Comme toujours en Russie, on cherche un lampiste», s'est emporté Tsibliev. Les cosmonautes, habitués à ne pas faire étalage de leurs émotions, ont reconnu cette fois avoir eu chaud.

«Seuls les imbéciles n'ont jamais peur. J'ai eu particulièrement peur quand le vaisseau cargo est passé à côté de notre station à une grande vitesse», a affirmé M. Tsibliev en racontant la collision du 25 juin.

À trois reprises en six mois, a ajouté ce colonel des forces aériennes russes âgé de 43 ans, le danger a été suffisant pour justifier un abandon de la station.

### Une langue morte?

## À en perdre son latin

MANS HULDEN  
ASSOCIATED PRESS

Jyväskylä, Finlande — L'Université de Jyväskylä, en Finlande, a trouvé un moyen simple et efficace pour atténuer la barrière de la langue. Elle a puisé dans l'Histoire un «esperanto» avant l'heure qui a fait ses preuves: le latin.

Au cours d'une récente rencontre de quelque 200 latinistes distingués, on pouvait ainsi y entendre fuser des «*Ubi habitas*», qui sonnaient mieux qu'un incongru «*D'où venez-vous?*», et plus tard à table des pratiques «*Potesne sal porrigere?*» («*Pouvez-vous me passer le sel?*»)...

Langue morte au sens technique du terme, le latin n'en paraissait pas moins très vivant dans la bouche de ces participants venus de 21 pays (Allemagne, États-Unis, France, Grèce, Hongrie, Italie, Slovaquie...). «*La plupart d'entre nous se parlent en latin*», a expliqué Pia Ahtonen, professeur de latin de l'école de la ville, située à 270 km au nord d'Helsinki: «*c'est une lubie*».

«*Même des spécialistes patentés viennent ici rafraîchir leur latin parlé*», ajoutait cet organisateur de la rencontre. Quoique tombé en désuétude depuis des siècles, l'usage quotidien du latin n'est pas si difficile à adapter aux concepts actuels. Ainsi, la locution «*Inscriptorem cursualem electronicam*» remplace aisément l'expression «*E-mail*», ou «*courrier électronique*» en français.

Pour cette rencontre, le campus finlandais a été latinisé de fond en comble, la fontaine portant l'inscription «*aqua gelida*» pour «*eau fraîche*» et les informations affichées sur les murs étant libellées dans la langue de Suétone.

Le latin a donc constitué naturellement la langue officielle des conférences et débats. Mais elle sonnait bien différemment de la langue qui avait cours dans les rues de Rome il y a deux mille ans. Malgré l'absence évidente d'enregistrement du latin classique, les chercheurs en ont reconstitué assez exactement la prononciation. Et curieusement, de nombreux spécialistes s'accordent à penser que le latin parlé avec l'accent finnois restitue le mieux la version originale, bien que cette langue nordique ne contienne pratiquement aucun mot d'origine latine.

«*Je chante avec l'accent finnois parce que c'est la forme la plus pure du latin*», témoigne Jukka Ammondt, professeur à l'Université de Jyväskylä, devenu une célébrité internationale pour avoir enregistré des chansons d'Elvis Presley en latin en 1995. Il envisage maintenant de les jouer sur scène dans un «*concertus rockicus*»...

Pourtant, certains participants ne partagent pas cet enthousiasme. John Whitehorne, professeur de langues classiques de l'Université de Queensland (Australie), regrettait son anglais: «*Je suis surpris des efforts des gens ici pour parler latin. Je ne m'y étais pas préparé du tout*». «*C'est une expérience nouvelle*», confirmait un enseignant allemand Kurt Hille, «*on ne trouve pas toujours le mot juste, et on doit se creuser la cervelle*».

Ils se sont consolés en répétant la formule (magique?): «*Quid latine dictum sit, altum videtur*», «*tout ce qui est dit en latin paraît profond*»...

## Capricieux camélidés



JAN BAUER ASSOCIATED PRESS

UNE FOULE de plus de 30 000 spectateurs ont afflué hier sur l'hippodrome de Berlin pour assister à la première course de chameaux organisée en Europe du Nord. Trotant avec leur inimitable balancement de cou entre 25 et 50 km/h, les 25 capricieux camélidés à deux bosses semblaient plus à l'aise que les spectateurs et leurs jockeys allemands sous une température suffocante de 30 degrés. Elevés dans une ferme du sud de l'Allemagne, à Rotfelden, les animaux du désert semblaient très à l'aise sur la pelouse de Berlin, peu conscients des enjeux des huit courses auxquelles ils participaient. Alternant brusques poussées d'énergie avec des ralentissements tout aussi soudains, ils ont mené leur train à leur guise. Deux d'entre eux se sont tout simplement assis pendant un quart d'heure en plein milieu de la piste regardant reveusement les gradins comblés, empêchant les concurrents de courir.

## Ordinateurs à tout faire dans les hôtels

REUTER

Conscient que l'ordinateur portable, s'il permet maintenant à de nombreux voyageurs, hommes d'affaires, universitaires ou journalistes, de travailler dans des conditions insupportables il y a seulement quelques années, ne présente pas que des avantages, une société asiatique se propose de lui substituer un autre instrument de travail.

A ceux qui en ont assez de trans-

porter, en plus de leurs bagages, un appareil plutôt lourd malgré son aspect faible encombrement, et d'avoir à se débattre pour le brancher, du fait d'un manque d'harmonisation des équipements téléphoniques, surtout en Asie, I-Quest Corp, de Hong Kong, propose une autre solution.

La société passe des accords avec des chaînes hôtelières, leur proposant d'installer dans leurs chambres des ordinateurs personnels connectés sur Internet et dotés des derniers

logiciels professionnels de Corel, Lotus et Microsoft, et permettant aussi d'accéder à certaines bases de données de Reuter.

Ce système, baptisé WorldRoom, offre aussi les fonctions d'imprimante, de photocopieuse et de fax, et comporte enfin des logiciels de jeux, le tout pour un prix de 20 dollars par jour. I-Quest s'est fixé pour objectif d'équiper 170 000 chambres d'hôtels, dans 2500 hôtels de la région Pacifique.

## Les conservateurs ont épuisé leur capital de sympathie

### Grèves en vue en Ontario

Toronto (PC) — Les membres de l'Assemblée législative ontarienne interrompent leurs vacances aujourd'hui pour une séance estivale qui s'annonce des plus houleuses pour le gouvernement conservateur du premier ministre Mike Harris.

Les conservateurs semblent avoir épuisé leur capital de sympathie auprès de l'électorat ontarien. Alors qu'ils s'apprentent à aller de l'avant avec certaines de leurs mesures les plus contestées, les enseignants et de nombreux autres employés du secteur public brandissent la menace de grèves à l'échelle de la province.

«*Je crois que les conservateurs ont de quoi s'inquiéter, surtout en ce qui concerne les soins de santé et la perception qu'a le public des changements*», estime Brian Tanguay, politologue de l'Université Wilfrid Laurier à Waterloo.

Pendant les deux premières années du règne conservateur, la «*Révolution du bon sens*» a pris la forme d'un dosage assez populaire de réductions des dépenses et des impôts, ainsi que d'une réforme de l'aide sociale.

Mais voilà que l'inquiétude s'installe chez les Ontariens quant à l'avenir des systèmes de soins de santé et d'éducation, de même que pour la question de l'environnement.

Les sondages témoignent d'ailleurs d'une érosion de l'appui aux conservateurs depuis le mois de décembre. La dernière enquête, réalisée par la firme COMPAS, accorde même aux libéraux une avance de 20 points sur les conservateurs.

Les impacts de certaines mesures parmi les plus controversées se feront lourdement sentir au cours de la prochaine année, en ce qui concerne notamment la fusion des conseils scolaires, la fusion des villes de la région de Toronto, les transferts de responsabilités financières aux municipalités ainsi que les fermetures d'hôpitaux.

Des groupes de parents et de professeurs craignent que la réforme des

structures scolaires ne se traduise par la création de méga-conseils scolaires difficiles à gérer. Les municipalités affirment quant à elles que les nouvelles responsabilités les obligeront à hausser les taxes. Les fermetures d'hôpitaux risquent aussi d'entraîner une certaine confusion si les services communautaires qui doivent assumer la relève ne sont pas en place. Malgré tout, le gouvernement conservateur maintient le cap et affirme que ces mesures sont nécessaires.

Les syndicats entendent livrer une bataille acharnée au gouvernement Harris

«*Nous sommes conscients qu'il reste encore beaucoup de travail à faire, que c'est un défi à relever*», a déclaré en entrevue le leader du gouvernement en Chambre, Dave Johnson. Mais j'ai la conviction qu'une gestion efficace de ces réformes nous procurera un avenir plus brillant.»

Le premier ministre Harris a jugé bon de convoquer l'Assemblée législative plus tôt qu'à l'habitude en raison d'un programme législatif particulièrement chargé. La séance estivale devrait durer quatre semaines mais pourrait être prolongée jusqu'à Noël.

Au cœur du menu législatif, il y aura les mesures proposées par les conservateurs pour limiter les droits des employés du secteur public lors de la mise en œuvre des réformes des soins de santé, ainsi que des fusions dans les secteurs scolaire et municipal.

Les syndicats entendent livrer une bataille acharnée au gouvernement conservateur qui s'approprierait à leur priver de leur droit de grève pour les deux prochaines années. En vertu de ces projets de loi, il appartiendrait à des arbitres désignés par le gouvernement de décider des conditions de travail des employés touchés par les fusions.

Les syndicats des professeurs et des infirmières, entre autres, fourbissent leurs armes et se préparent à mettre en œuvre des moyens de pression pouvant aller jusqu'à la grève.

## Les meilleurs vêtements de voyage et d'aventure au monde



Ils sont conçus pour vous procurer le confort, la facilité d'entretien, la durabilité et la sécurité, mais surtout une allure formidable. Nos «durs qui durent» ont des poches secrètes et des poches sécuritaires.

**Tilley Endurables**  
1050 ave. Laurier Ouest  
272-7791  
OBTENEZ UN CATALOGUE GRATUIT EN COMPOSANT LE  
1-800-465-4249

## L'Égypte se mobilise pour le départ de Ramsès II

Le Caire (AFP) — Soldats, policiers, archéologues sont mobilisés pour le transfert de la statue colossale du pharaon Ramsès II du Caire vers son lieu d'origine, l'ancienne Memphis, première capitale de l'Égypte, à l'abri de la pollution de la mégapole.

«*Par ce rapatriement, nous présentons nos excuses à ce grand roi, dont la statue a beaucoup souffert depuis son installation*», en 1955, à l'époque de Nasser, sur la place de la gare ferroviaire centrale, explique à l'AFP le secrétaire général du Conseil supérieur des antiquités (CSA) Ali Hassan.

«*A cette époque, ajoute-t-il, la statue était visible à deux kilomètres, mais aujourd'hui, elle est cachée par les ponts et les immeubles et menacée par les vibrations du métro, par la circulation automobile et la pollution*».

Les préparatifs vont bon train pour la rapatrier avant fin octobre depuis qu'il a été décidé à la mi-juillet de transférer la statue de granit rose, découverte en 1888, d'une hauteur de près de 10 mètres et d'un poids approchant 70 tonnes. Des archéologues allemands et égyptiens ont donné le feu vert au transfert de la statue dans un corset de fer. Il ne manque qu'une

partie du piédestal, dont des débris se trouvent jusqu'à présent à Mit Rahina, nom actuel du site de Memphis.

Un porte-char emmènera la statue, comme lors de son arrivée. Ce convoi exceptionnel empruntera l'autoroute reliant le nord et le sud de la capitale. Il traversera deux ponts, dont l'un devra être consolidé par l'armée pour pouvoir supporter son passage.

Tout le trajet, long de 30 km, sera filmé par un hélicoptère militaire. Comme pour les officiels de haut rang, la police ouvrira la voie au cortège, qui comprendra des archéologues chargés de surveiller l'état de la statue pendant son transport.

Le comité d'accueil de Ramsès II sera composé des ministres de la Culture et du Tourisme, MM. Farouk Hosni et Mamdouh al-Beltagui, ainsi que de personnalités internationales, archéologues pour la plupart.

La statue sera immédiatement dressée devant le temple de Ptah, successeur de Ramsès II. Dans la palmeraie de Mit Rahina, parsemée de ruines de l'antique Memphis, elle retrouvera sa sœur jumelle, autre colossale statue du pharaon, présentée actuellement couchée sous un abri moderne.

**NOUVEAUTÉ**  
**LES ADIEUX DU QUÉBEC**  
**À GASTON MIRON**

Guérin / Littérature  
224 pages, 24,50 \$

Les mots d'adieux sont parfois les plus beaux. Aussi, les textes réunis dans ce recueil savent-ils rendre un hommage touchant à Gaston Miron en mettant en lumière des émotions et des souvenirs intenses chez ceux et celles qui formulent ici leurs adieux à un ami, de même qu'à l'un des plus grands poètes du Québec. Placé sous la direction de Simone Bussièrès, cet ouvrage a fait appel à 52 collaborateurs issus principalement du milieu littéraire. En prose ou en vers, on y retrouve des textes qui témoignent tout autant de la valeur de l'homme que de l'œuvre.

GUÉRIN, éditeur ltée  
4501, rue Drolet  
Montréal (Québec) H2T 2G2  
Téléphone: (514) 842-3481  
Télécopieur: (514) 842-4923  
Adresse Internet:  
<http://www.guerin-editeur.qc.ca>

### loto-québec résultats

Tirage du 97-08-16		GAGNANTS	LOTS
6/6	3	1 666 666,70 \$	
5/6+	12	65 181,80 \$	
5/6	284	2 203,30 \$	
4/6	18 320	65,40 \$	
3/6	356 469	10 \$	
Ventes totales: 19 509 406 \$		Prochain gros lot (approx.): 2 000 000 \$	

Tirage du 97-08-16		GAGNANTS	LOTS
6/6	0	1 000 000,00 \$	
5/6+	1	11 373,80 \$	
5/6	25	303,30 \$	
4/6	994	35,60 \$	
3/6	14 823	5 \$	
Ventes totales: 521 857 \$		Gros lot à chaque tirage: 1 000 000 \$	

Tirage du 97-08-15		GAGNANTS	LOTS
7/7	0	10 000 000,00 \$	
6/7+	3	61 169,90 \$	
6/7	77	2 085,30 \$	
5/7	4 256	134,70 \$	
4/7	90 177	10 \$	
3/7+	80 734	10 \$	
3/7	724 605	particip. gratuite	
Ventes totales: 10 344 730 \$		Prochain gros lot (approx.): 11 500 000 \$	
Prochain tirage: 97-08-22			

Tirage du 97-08-16		GAGNANTS	LOTS
9/12 057	100 000 \$		
12 057	1 000 \$		
2 057	250 \$		
057	50 \$		
57	10 \$		
7	2 \$		

• LES ACTUALITÉS •

Moins d'un an après son dernier voyage

# Jean-Paul II de retour en France

Le pape participe aux 12<sup>e</sup> Journées mondiales de la jeunesse à Paris

ASSOCIATED PRESS

Paris — Moins d'un an après son dernier voyage en France, le pape est de retour dans l'Hexagone cette semaine. Pendant quatre jours, il va accompagner les quelque 300 000 jeunes attendus à Paris pour un rassemblement religieux, mais aussi festif: les 12<sup>e</sup> Journées mondiales de la jeunesse, de lundi à dimanche.

Organisé depuis 1987, ce rassemblement de jeunes venus du monde entier aura d'abord une dimension spirituelle, les participants étant notamment conviés à des catéchèses. Ils aborderont des thèmes proposés par le pape, comme la prière, la lecture de l'Évangile ou l'eucharistie.

Mais les 12<sup>e</sup> JMJ présenteront aussi un aspect festif avec notamment, pour la première fois, l'organisation d'un «Festival de la jeunesse». Plus de 300 manifestations sont prévues dans ce cadre, incluant des spectacles, des concerts, des itinéraires spirituels et historiques pour découvrir Paris.

Jean-Paul II rejoindra les pèlerins le jeudi 21 et restera avec eux jusqu'au dimanche 24. Au cours de sa visite, il rencontrera le président de la République Jacques Chirac (le jour de son arrivée) et le Premier ministre Lionel Jospin (juste avant son départ).

Autres temps forts de son déplacement en France: les grands rassemblements (accueilli du pape au Champ-de-Mars le jeudi, veillée accompagnée de baptêmes le samedi soir et messe de clôture sur l'hippodrome de Longchamp le dimanche), et des cérémonies plus «intimes» comme la béatification de Frédéric Ozanam le vendredi en la cathédrale Notre-Dame de Paris.

Un important dispositif de sécurité sera mis en place, notamment pendant le week-end des 23 et 24 à Longchamp, où près de 7000 policiers, gendarmes mobiles, gardes républicains, CRS, pompiers et autres militaires seront mobilisés pour assurer l'ordre public, les secours et la protection du pape, qui jouit d'un statut de chef d'État.

La partie «logistique» a également un rôle essentiel. Il faudra en effet ac-

cueillir 220 000 jeunes à Paris pendant une semaine. Ils devraient être 350 000 le samedi et, en comptant les participants plus âgés, au moins 500 000 le dimanche.

Côté hébergement, les objectifs ont été dépassés. Aucun pèlerin ne passera donc la nuit à la belle étoile! «Sur l'Île-de-France, nos objectifs ont été atteints à... 130 %», a déclaré mercredi Mgr Michel Dubost, président de l'association JMJ-97. Les jeunes seront logés dans des familles, mais aussi dans des campings et des lieux d'hébergement collectif.

Le samedi matin, les pèlerins invitent tous ceux qui le désirent à les rejoindre pour réaliser une «chaîne de fraternité» de 36 kilomètres sur les boulevards des Maréchaux. Main dans la main, tout autour de Paris, ils souhaitent faire ainsi un «geste universel de paix».

Cette initiative n'est cependant pas du goût de tout le monde. Un collectif d'extrême-gauche, «Brisons la chaîne», dénonce «cet encerclement (de Paris), symbole d'une volonté de l'église d'imposer ses valeurs à l'ensemble de la société», et organise une manifestation de protestation le samedi matin place Clichy, à Paris.

Autre fausse note: la polémique suscitée par la brève «visite privée» de Jean-Paul II sur la tombe du professeur Jérôme Lejeune, ex-président de l'association anti-avortement «Laissez les vivre». Le Réseau Voltaire, association de défense de la laïcité, considère que cette initiative sera pour le pape une façon de «poursuivre sa croisade idéologique» anti-avortement.

Ces mouvements d'opposition restent toutefois minoritaires et moins importants que les polémiques provoquées par l'anniversaire du baptême de Clovis, l'an dernier, lors de la dernière venue du pape en France.

La principale inquiétude de ces 12<sup>e</sup> JMJ viendra peut-être de l'état de santé du pape, âgé de 77 ans. Vendredi, lors des cérémonies de l'Assomption qui ont eu lieu à Castelgandolfo, près de Rome, Jean-Paul II a semblé épuisé, s'exprimant et se déplaçant avec difficulté.

Selon un militant des droits de la personne

# Le régime Ben Ali en Tunisie se radicalise

MARC CASSIVI  
LE DEVOIR

Au moment où Amnesty internationale constate que le «cercle de la répression» s'élargit en Tunisie, ses ressortissants craignent de plus en plus la poigne du régime du président Zine El Abidine Ben Ali.

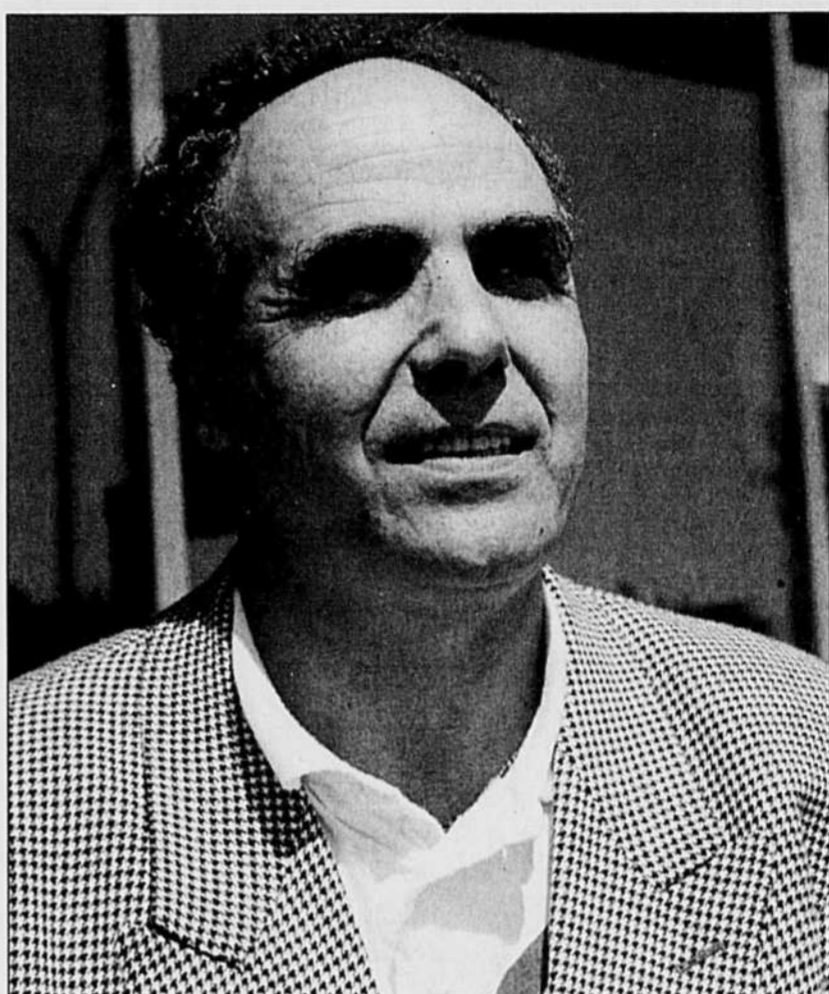
Privé récemment de son passeport, à l'instar de quelque 3000 de ses compatriotes, le militant des droits de la personne franco-tunisien Ali Saïdi dénonce les tactiques d'intimidation du gouvernement Ben Ali auprès des opposants et détracteurs du pouvoir.

«Mon bureau a été saccagé à Paris, un ami a reçu des coups de batte de baseball sur la tête, un autre s'est fait trancher le visage», précise Saïdi, l'un des fondateurs du Comité de défense des libertés et pour le développement de la démocratie. Au-delà des islamistes, c'est maintenant tout détracteur, tout militant des droits humains, même toute personne simplement en désaccord qui est considérée comme un traître par Ben Ali.

De passage au Québec afin de dénoncer la dégradation des droits fondamentaux en Tunisie, M. Saïdi, qui a acquis récemment le statut de réfugié politique en France, où il vit depuis près de 30 ans, considère que le régime Ben Ali se radicalise et que son parti, le RCD, est désormais devenu «une coquille vide sans militants».

Diplômé en droit et spécialiste du droit social français, M. Saïdi est lui-même un ancien membre du parti du président Ben Ali, au pouvoir depuis dix ans. En 1989, à l'occasion des premières élections démocratiques en Tunisie, il a dirigé l'organisation du vote des Tunisiens à l'étranger pour la légitimation de Ben Ali. «J'ai soutenu Ben Ali de toutes mes forces jusqu'au jour où on m'a moi-même rendu réfractaire à ce pouvoir», dit-il.

Plus de 8000 prisonniers politiques sont détenus en Tunisie, estime M. Saïdi, dont les dénonciations ont trouvé écho auprès de Human Rights Watch, d'Amnistie internationale et du parlement européen, qui devrait bientôt adopter une résolution dénonçant les «arrestations arbi-



JACQUES GRENIER LE DEVOIR

Ali Saïdi, militant franco-tunisien des droits de la personne

traies, la pratique de la torture et la confiscation des passeports en Tunisie».

Cette résolution, présentée il y a quelques semaines, déplore en outre le manque d'indépendance des tribunaux et l'absence de liberté de presse en Tunisie. L'Organisation mondiale des journaux, qui regroupe plus de 15 000 publications sur les cinq continents, a d'ailleurs exclu le mois dernier les éditeurs de

presse tunisiens de son regroupement. En réponse à ces critiques, il y a quelques semaines, avant de recevoir en visite officielle le nouveau ministre des Affaires étrangères français, Hubert Vedrine, le gouvernement Ben Ali lâchait du lest en levant l'assignation à résidence du leader du Mouvement des démocrates socialistes, Mohammed Mouada, condam-

né à dix ans de prison pour avoir publié une lettre ouverte sur la déliquescence de l'état de droit, l'absence de démocratie et la corruption en Tunisie.

Le 25 juillet, le président Ben Ali radicalisait cependant de nouveau son discours, qualifiant de «traîtres» les Tunisiens qui, à l'étranger, mettent en doute l'intégrité de son pouvoir. «Aujourd'hui, en vertu d'une loi pénale d'extra-territorialité aussitôt dénoncée par toutes les organisations internationales», explique M. Saïdi, tout Tunisien est passible d'être jugé pour n'importe quoi. Les lois répressives se sont multipliées. Maintenant, nous sommes jugés quand nous rentrons, tous les Tunisiens de l'étranger, pour avoir porté atteinte aux intérêts de la Tunisie».

Militant de longue date pour l'intégration maghrébine en France, Ali Saïdi dénonce par ailleurs le discours pernicieux de Tunis, qui justifie son autoritarisme par une lutte aux intérêts islamistes en Afrique du Nord. «Le gouvernement tunisien utilise depuis quelques années l'argument massif qu'il protège l'Occident contre l'intégrisme et qu'il est le garant de la non émergence de l'islamisme politique», dit-il. Il va même plus loin en justifiant la répression par ce genre d'argument.

«Il y a quelques années, ajoute M. Saïdi, le gouvernement n'osait même pas prétendre qu'il opprimait le peuple. Il n'osait pas avouer qu'il y avait des morts sous la torture. Maintenant, il dit publiquement qu'on ne peut pas faire d'omelette sans casser des œufs».

Le gouvernement Ben Ali considère que les êtres humains sont des œufs. Voilà comment ils gèrent aujourd'hui le problème de l'islamisme. Inquieté par le danger du déclenchement éventuel d'une guerre civile dans son pays d'origine, Saïdi considère que les États occidentaux «n'en font pas assez pour rappeler que les droits de la personne sont bafoués» en Tunisie. «Même au Canada, les Tunisiens ne sont pas à l'abri», soutient-il. «Je lance un appel à tous les députés de tous les partis politiques canadiens, pour qu'ils forment un comité de soutien aux Tunisiens.»

Téléphone: 985-3344

## LES PETITES ANNONCES

Télécopieur: 985-3340

### I • N • D • E • X

REGROUPEMENTS DE RUBRIQUES

- 100 • 199 IMMOBILIER RÉSIDENTIEL  
100 • 150 Achat-vente-échange  
160 • 199 Location
- 200 • 299 IMMOBILIER COMMERCIAL  
200 • 250 Achat-vente-échange  
251 • 299 Location
- 300 • 399 MARCHANDISES
- 400 • 499 OFFRES D'EMPLOI
- 500 • 599 PROPOSITIONS D'AFFAIRES ET DE SERVICES
- 600 • 699 VÉHICULES

### LES PETITES ANNONCES

DU LUNDI AU VENDREDI  
DE 8 H 30 À 17 H 00

Pour placer, modifier ou annuler votre annonce, téléphonez avant 14 h 30 pour l'édition du lendemain.

Téléphone: 985-3344  
Télécopieur: 985-3340

Conditions de paiement: cartes de crédit  
AMERICAN EXPRESS, MasterCard, VISA

### MOTS CROISÉS

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
1											
2											
3											
4											
5											
6											
7											
8											
9											
10											
11											
12											

#### HORIZONTALEMENT

- 1- Ver. — Bouclier.
- 2- Bourse portée à la ceinture. — Quelqu'un.
- 3- Végétation des sous-bois. — Provient. Presqu'île du département du Var. — Sculpture.
- 4- Aiguillon. — Parodier. Ecorce. — Glucide voisin de l'amidon.
- 5- Anomalie de l'embryon. — Il indique une citation.
- 6- Cela. — Arbre malais. — Corde du pendu.
- 7- Relatif au hile d'un organe. — Année.
- 8- Original. — Tissu. — Richesse.
- 9- Palliade. — Accumula.
- 10- Qui éprouve une attirance pour le sexe opposé.
- 11- Sacoche.
- 12- Chaste. — Désordre.

#### VERTICALEMENT

- 1- Samurai. — Ton.
- 2- Averse. — Meche. — Erbium.
- 3- Peu de chose. — Chamois.
- 4- Béryllium. — Marques des caractères de la civilisation chinoise.
- 5- Époque. — Changement de peau. — Esprit.
- 6- Substance vitreuse. — Mot dont on n'a qu'un exemple dans un corpus.
- 7- Ouvrier. — Connu.
- 8- Englobé. — Risqué.
- 9- Première page. — Relatif au recteur.

Solution de samedi  
1. L'AVOUISTIER, 2. CE DEVOIR, 3. VITRIFIE, 4. MONTAIGNE, 5. QU'IL FAUT ENCORE, 6. BUT, 7. ALIENER, 8. ABONNER, 9. DEUX, 10. LES OTIÈDRES, 11. GRENAT, 12. AINSI, 13. ÉPILÉ, 14. PLOMBE, 15. HÔTE, 16. AÉRIUM, 17. FOUR, 18. ISO, 19. DRU, 20. ATTELE, 21. ROI, 22. R

#### 101 PROPRIÉTÉS À VENDRE

A AHUNTSIC  
10201 BASILE-ROUTHIER  
Cottage dét. 7 pces, rénové, cachet, gr. cour. Près métro. 234.000\$, 389-0282.

A VOIR A St-Basile-le-Grand, maison 40x26 sur un immense terrain 70x168. Aménagement ext. et grandes fenêtres. Immenses pièces. 2 c.c., 2 s de b. Poss. d'ajouts. 105.000\$, 653-5704.

ST-BRUNO Bung 80, 4 c.c., 2 s. de b., thermo pompe. Évaluation 131.000\$. Demande 125.000\$. Faites une offre! 441-9318.

#### 103 CONDOMINIUMS CO-PROPRIÉTÉS

OUTREMONT. Grand rez-de-chaussée avec sous-sol, face à église, rénovation de qualité: cuisine et s./bains refaites à neuf. Grande terrasse. Stationnement. A voir! 495-9774.

#### 120 LAURENTIDES

VALLÉE DE ST-SAUVEUR  
Architecture unique, aire à vivre plein soleil, foyer, 4 c.c. Bureau possible. 472-4183, 473-2908, (514)224-9162.

#### 160 APPARTEMENTS-LOGEMENTS À LOUER

4 1/2 RÉNOVÉ - RUE JEANNE D'ARC  
36, boissières, pl. bois franc, lav./séch. ind. 435\$/mois. 584-3907.

A VOIR! Superbe gr. 3 1/2, ent. rénové, tr. éclairé, pl. bois franc, portes françaises, placard lav./séch., terrasse arrière. Réf. 975\$/mois. 257-0327, 984-0507.

#### 160 APPARTEMENTS-LOGEMENTS À LOUER

N.D.G., de Terrebonne/Hampton, haut duplex, 8 1/2, non-chauffé, salle de lavage, cuisine neuve, balcons & grande terrasse. Garage chauffé. 1.200\$, 482-0829.

OUTREMONT adj. Beau 6 1/2 près Mt-Royal, chauffé, 840\$/m. Lun-jeu: 279-8596.

OUTREMONT face au Mt-Royal, condo, 3 c.c., b./triplex, rénové, spacieux, bois franc, terr., stat-int., 5 électros. Patrimoine culturel d'Outremont. 1.500\$. 277-1959.

OUTREMONT, 50 Willowdale, 2 1/2, 3 1/2, 4 1/2, ascenseurs, chauffé, 849-7061.

OUTREMONT, rue Bernard, demi-s.s., 5 1/2, 3 c.c. fermées, chauffé, clair, rénové, équipé. Meublé ou non. 600\$. Sept. 271-4168.

OUTREMONT. Grand 6 1/2, 2 c.c., résidentiel, chauffé, bois franc, 975\$. Disp. mi-sept. 277-9420, 397-3016.

OUTREMONT. Luxueux 3 1/2 meublé, grand demi s.-s. Tout incl., foyer, tourbillon. 650\$ 271-4577.

OUTREMONT Maison r. de c. Beau grand 8 1/2, 2 s. de b., jardin, garage. Côte Ste-Catherine près montagne. 1.300\$/mois. Libre 1er oct. 276-6835, 279-0229.

#### 165 PROPRIÉTÉS À LOUER

MAISON 2 ÉTAGES, 3 c.c., 2 s/b, 4 électros. Belle rue du plateau, cour ensolaillée, 2 pas du métro Laurier. 1er oct. 1.150\$. Anne-Marie: 523-9266, 987-3000, poste 7990.

ST-LAMBERT, cott. victor, semi-d. 4 ch. réno. cours, patio, 1.000\$/m. (n.c.) Sep. 923-1767 (soin).

#### 170 HORS-FRONTIÈRES À LOUER

50 KM DE ROME. Bourg médiéval, confort moderne. Grand 4 1/2 meublé, 800\$/mois. Près de tous services & transports. Sept à mai. 848-9039.

PARIS Saint-Germain-des-Prés. Magnifique quai des Grands Augustins, rénové, toutes commodités. Loge 2-4 pers. 392-9531.

#### 175 MAISONS DE CAMPAGNE À LOUER

CHALET CORMORAN-PERCÉ  
Vue exceptionnelle Rocher Percé & village, 3 c.c. + literies, salon + foyer, cuisine complète, lav./séch., lave-vaiss., gr. terrasse ext. Location sem., prix hors-saison sept. oct. nov. déc. (418)782-2397.

KNOWLTON. Vue montagne, 4 c. à c., 2 s-b, 2 foyers, bien éclairé. Libre 1 sep. Réf. exigées. 465-3578, 628-4321.

#### 176 CHALETS À LOUER

A ST-ADOLPHE D'HOWARD  
3 ch. c., accès au lac, 1 km du village 585-2299.

#### 185 CHAMBRES ET PENSIONS

GRANDE CHAMBRE à louer pour étudiants(es). Prox. université, collège Brébeuf. Réf. requises. 278-3794, 276-9179.

#### 318 MOBILIER DE BUREAU ET ACC.

LIQUIDATION + de 300 bureaux, chaises, filières, neufs/usagés. 685-4051.  
Les Aménagements F.B. Inc.

#### 325 INSTRUMENTS DE MUSIQUE

GRANDE VENTE DE PIANOS: neufs et usagés. Renouvellement d'inventaire. École de musique Vincent-d'Indy. Les 21-22-23-24 août. Pour rendez-vous: 862-1222.

#### 340 ARTICLES DE SPORT

BATONS DE GOLF pour gaucher, 8 fers Wilson Staff, 3 bois (métal) Pinnacle, 350\$, 728-9903.

#### 350 ANIMAUX

CHATONS, bonne santé, propres, trois tigrés, deux noirs, très beaux. 10\$. 528-9672.

#### 401 POSTES CADRES, PROFESSIONNELS

ANALYSTE EN ALIMENTATION ET CONTREMAITRE  
Superviseur d'entrepôt demandé dans le domaine de l'alimentation asiatique et orientale. Expérience minimum de 3 ans nécessaire en analyse et identification d'environ 1.200 produits venant de différents pays et en gestion. Expérience dans l'opération d'un monte-charge. 40 hrs/sem., 8.50\$ l'heure et avantages. Tél: (514) 331-2099.

#### 415 INFORMATIQUE

INFOGRAPHISTE  
3 ans d'expérience, avec équipement, cherche emploi à temps plein, temps partiel ou contrat.  
Tristan Tassé 526-7562.

#### 445 GARDERIES GARDIEN(NE)

JE M'APPELLE ELÉONORE, j'ai 3 mois et je cherche une gardienne affectueuse aimant les animaux, non-fumeuse, pour s'occuper de moi à mi-temps. J'habite près d'un métro. Appelez-moi au 388-4380.

#### 455 EMPLOIS PARTIELS, SAISONNIERS

TEMPS PARTIEL. Clinique médicale recherche secrétaire. Expér. travail gén. de bureau. Métro Laurier. Idéal pers. semi-retraitee. 15 à 20 h/sem. Bilingue, entretiens, belle présentation. Demandez: Claude-Émile Racette à 845-6155 ou laissez message.

#### 450 EMPLOIS DIVERS

Rabais Campus  
Journaux et magazines

Nous recherchons des représentant(e)s pour animer nos kiosques de promotion de ventes d'abonnements du DEVOIR sur les campus étudiants des régions suivantes: Montréal, Québec, Ottawa, Sherbrooke et Trois-Rivières.

EXIGENCES: Dynamisme, aptitudes à la vente, disponibilité et bonne présentation

SALAIRE: De 7,50\$/hre à 10,00\$/hre environ 3 semaines

POUR INFORMATIONS:  
Entre 9 hre et midi: 1-800-265-0180

#### 546 CARTOMANCIE, ASTROLOGIE

SADOU, médium & clairvoyant africain. Satisfaction garantie, résultats rapides. 342-3763.

#### 575 DÉMÉNAGEMENTS

ARTISAN - DÉMÉNAGEUR  
Courtois, ponctuel, attentionné  
VINCENT SCALLON, 946-9553

#### 695 AUTOMOBILES

GRAND AM GT 1995 62.000\$ km, 13.800\$. Très très propre. 4 portes. Tt. équipée. 993-0201.

#### IMPEX AUTOS

\* PORSCHE 911 Carrera Targa, '85, rouge, cur noir. 60.000 miles.  
\* PORSCHE 911 S, '77, bourgogne, 94.000 miles.  
\* PORSCHE 944 S2, '91, grise, 64.000 miles.

Faites votre offre  
418-688-1244

**ENCADREZ** votre **PETITE ANNONCE**  
**985-3344**

**Immobilier Résidentiel**

**120\$ pour UN MOIS**

Annoncez votre propriété à vendre ou à louer pendant 24 journées consécutives, sur 3 lignes de texte pour seulement 120\$.

40<sup>e</sup> ligne supplémentaire. L'annonce est annulable en tout temps. La facturation s'établit alors en fonction du tarif régulier, jusqu'à concurrence du tarif promotionnel.

**LES PETITES ANNONCES**  
**985-3344** LE DEVOIR

**CONSTRUISONS LA PAIX POUR LES ENFANTS ET LES FAMILLES DU RWANDA**

**DONNEZ GÉNÉREUSEMENT**

CCI  
Tél.: (514) 875-9911  
+ 1-888-875-9911  
+ 1-888-875-9914

LE DEVOIR

## LE MONDE

EN BREF

## Bossi attaque le pape

Ponte Di Ligno (Reuter) — Le bouillant et imprévisible leader séparatiste de la Ligue du Nord a accusé ce week-end Jean Paul II de s'immiscer dans les affaires politiques de l'Italie. Pour Umberto Bossi, le pape aurait une mauvaise influence sur l'Eglise catholique romaine. Il la détournerait de sa mission strictement religieuse. Depuis la proclamation d'indépendance de sa « République de Padanie », Umberto Bossi a rompu avec le Vatican. « Nous sommes bien loin de l'époque de Jean XXIII, le grand Lombard, qui avait déclaré que le Vatican ne se mêlerait plus de politique et que les gens devaient dorénavant se préoccuper de leur conscience », a expliqué le président de la Ligue du Nord aux journalistes. « Depuis, le pape polonais est arrivé, il a pris l'Eglise et lui a conféré plus de pouvoirs séculiers que d'autorité religieuse. Sous son règne, l'Eglise a reculé », a-t-il ajouté. Umberto Bossi affirme que les habitants d'Italie du nord ne souscrivent pas aux appels à l'unité nationale diffusés par l'Eglise.

## Une rencontre qui promet

Londres (Reuter) — Le principal parti politique d'Irlande du Nord partisan du maintien de la province au sein du Royaume-Uni a annoncé hier qu'il rencontrerait début septembre des responsables de l'Eglise catholique. Dermot Nesbit, du Parti unioniste d'Ulster (UPP), a précisé au micro de la BBC que cette rencontre inédite aurait lieu d'ici la reprise, le 15 septembre, des pourparlers sur l'avenir de l'Irlande du Nord. La BBC a, par la suite, annoncé que le primat de l'Eglise catholique d'Irlande, Mgr Sean Brady, assisterait à la rencontre avec l'UPP. Cette dernière s'interroge sur l'opportunité de continuer à s'associer au processus de pourparlers maintenant que le Sinn Fein a été invité à y participer. Le Sinn Fein est la vitrine politique de l'Armée républicaine irlandaise (IRA), qui vient de décréter un nouveau cessez-le-feu. Autre signe de détente, les protestants du « Grand chapitre noir de la ville de Belfast » ont accepté de modifier le trajet de deux défilés prévus d'ici la fin du mois pour éviter l'enclave catholique de Lower Ormeau Road et de possibles incidents.

## Le Burundi sous sanctions

Kampala (Reuter) — Les ministres des Affaires étrangères de pays africains réunis à Kampala se sont entendus samedi soir pour que les sanctions économiques imposées au Burundi l'an dernier soient prolongées. Etaient présents les chefs de la diplomatie du Kenya, de l'Ouganda, de Tanzanie, de Zambie, de la République démocratique du Congo, de l'Éthiopie et du Zimbabwe. Le ministre tanzanien des Affaires étrangères Jakaya Kikwete a déclaré samedi soir à la presse : « Les sanctions ont donné certains résultats. Elles ont contraint le président burundais Pierre Buyoya à rétablir le Parlement dans ses fonctions, même s'il n'est pas en session pour l'instant ». Les ministres ont invité tous les pays qui ont assoupli leurs sanctions envers le Burundi à les rétablir. Les pays de la région ont imposé des sanctions contre le Burundi le 31 juillet 1996 à la suite du putsch de Buyoya, homme fort de l'armée dominée par les Tutsis, qui a renversé le président civil Sylvestre Ntibantunganya. Des négociations entre partis politiques burundais doivent avoir lieu le 25 août à Arusha en Tanzanie.

## Mugabe critique Gorbatchev

Harare (AFP) — L'ancien numéro un soviétique Mikhaïl Gorbatchev a été « stupide » de laisser s'effondrer le communisme, a déclaré le président zimbabwéen Robert Mugabe dans une interview publiée hier par le Sunday Mail. « Ce qui a détruit le socialisme en URSS et je le déplore, ce n'est pas la doctrine mais une série d'autres facteurs dont le fait que Gorbatchev est un imbécile », a déclaré M. Mugabe. Gorbatchev a volontairement retiré tout fondement aux principes dont il se réclamait et « ne s'est même pas rendu compte de ce qu'il faisait avant qu'il ne soit trop tard », a ajouté M. Mugabe, selon le journal. M. Mugabe, un ancien marxiste qui a renoncé à son rêve de parti unique après l'effondrement de l'URSS, a dit avoir discuté de Gorbatchev avec le dirigeant cubain Fidel Castro. Pour Castro, M. Gorbatchev est un révolutionnaire qui a fait des erreurs. « Quant à moi, je pense que le dirigeant cubain s'est montré magnanime », a dit M. Mugabe.

## Les Cariocas sont favorables au lynchage des criminels

Rio De Janeiro (AFP) — Plus de la moitié des habitants de Rio (51,8 %) estiment normal de lyncher des criminels et 70 % d'entre eux ne veulent pas que la police traite les malfaiteurs avec respect, révèle une étude de la Fondation Getulio Vargas (FGV) de Rio, dont les résultats ont été rendus publics hier. Les responsables de l'étude « Loi, Justice et Citoyenneté », réalisée dans huit villes de la région métropolitaine de Rio, ont interrogé 1578 personnes de décembre 1995 à août 1996. L'enquête montre notamment que les Cariocas (habitants de Rio) n'ont pas recours aux institutions policières, car ils ne font pas confiance à la police et en ont même peur. Ils cherchent souvent la solution dans un pouvoir parallèle qui va d'un ami influent à un trafiquant de drogue, et ont tendance à vouloir faire justice eux-mêmes, précise l'étude. Selon l'étude, moins d'un quart des victimes de vols, agressions ou extorsions portent plainte « par manque de confiance en la police ». A contre courant des droits de l'homme, la majorité des personnes interrogées (70,3 %) ont estimé que les bandits ne méritaient pas d'être traités avec respect. Cette opinion est pratiquement la même pour toutes les couches sociales, sans différence de couleur, de sexe ni d'âge, selon FGV. De plus, 44,5 % affirment que la violence « doit être utilisée » pour faire avouer un crime à un suspect. En 1996, 7250 personnes ont été assassinées dans tout l'Etat de Rio (13,5 millions d'habitants), soit 604 par mois.

Un an après la mort de Julie et Mélissa aux mains du pédophile Dutroux

La Belgique se recueille  
Les cérémonies se déroulent dans la sobriétéBERTRAND PINON  
AGENCE FRANCE-PRESSE

Sars-la-Buissière — La Belgique s'est recueillie hier avec sobriété, en mémoire de Julie Lejeune et Melissa Russo, deux fillettes de 8 ans retrouvées mortes le 17 août 1996 dans une maison du pédophile Marc Dutroux à Sars-la-Buissière.

Loin de la mobilisation déclenchée l'an dernier par l'affaire du « monstre de Charleroi », qui avait culminé avec une Marche blanche de 325 000 personnes le 20 octobre 1996 à Bruxelles, seules quelques centaines de manifestants ont défilé à Sars-la-Buissière pour cette journée du souvenir.

En fin de matinée, une messe d'hommage à Julie et Melissa a réuni 200 à 300 personnes dans l'église du hameau où Marc Dutroux avait élu domicile. Pour l'occasion, deux drapeaux belges avaient été tendus au-dessus de l'autel. La cérémonie s'est déroulée en présence de Carine Russo et Louisa Lejeune, les mères des deux fillettes, et de leurs grands-parents.

A Marcinelle, dans la banlieue de Charleroi, des dizaines de personnes sont allées déposer des fleurs devant une maison où Dutroux avait séquestré Julie, Melissa et ses autres victimes.

Au cimetière de Mons-lez-Liège, où reposent les deux fillettes, des amas de fleurs ont été déposés par des anonymes. Des témoignages similaires de solidarité étaient enregistrés dans le Parc de Bruxelles, au centre de la capitale belge, au pied d'un monument en mémoire des enfants disparus.

« Mais que nous est-il arrivé ? Rarement, au cours de son histoire, la société belge aura été, en l'espace de 12 mois, aussi secouée, bouleversée, mise sans dessus-dessous », a rappelé le père Luc Lombard, curé de Sars-la-Buissière, lors de la messe d'hommage à Julie et Melissa.

A ses côtés, l'abbé Gaston Schoonbrot, qui avait officié aux funérailles des fillettes le 22 août 1996 à Liège a dénoncé « le manque d'humilité » des policiers et magistrats jugés responsables de l'échec des enquêtes sur les disparitions d'enfants par une commission du Parlement belge.

« Personne ne s'est reconnu coupable. Chacun rejetait la patate chaude. Ce manque d'humilité doit nous questionner et ne plus jamais laisser nos consciences en paix », a-t-il déclaré.

Au cours de la cérémonie, deux fillettes de Sars-la-Buissière ont été déposées, sous les regards de Carine Russo et Louisa Lejeune très émues, des couronnes de fleurs blanches sur un petit autel de pierre noire dressé sous une stèle de marbre à la mémoire de Julie et Melissa. Dans

l'assistance, quelques étrangers ont manifesté aux côtés des habitants du village, leur solidarité avec les familles.

L'organisation hier à Sars-la-Buissière d'une mini-Marche blanche a déclenché une polémique entre les organisateurs, deux comités blancs de la région nés dans la foulée du défilé d'octobre 1996, et le maire de Sars, André Levacq.

« Il y a des comités blancs qui sont plus gris que blancs », a estimé M. Levacq, dénonçant le « tourisme morbide » dans son village. « Un drame s'est joué ici. Nous devons l'assumer, mais aujourd'hui on subit », a-t-il déploré.

Rejetant ces accusations, Marie-Claire D'Hert, l'une des initiatrices du défilé, a appelé à une célébration annuelle de la mémoire de Julie et Melissa. « Il y a des commémorations pour les guerres. Pourquoi pas pour les enfants disparus ? », a-t-elle déclaré.

Pour préserver la maison de Dutroux, dégradée à plusieurs reprises ces derniers mois, le maire de Sars avait fait dresser un périmètre de sécurité. La manifestation, qui a rassemblé quelque 400 personnes, s'est déroulée sans incidents.

Julie et Melissa avaient été enlevées le 24 juin 1995 à Grâce-Hollogne, près de Liège. Outre ce double rapt, Marc Dutroux est accusé de l'enlèvement et la séquestration de quatre autres fillettes et adolescentes belges, dont deux ont aussi été retrouvées mortes.

## Célébration de l'indépendance indonésienne



MUCHTAR ZAKARIA, AP

LE LEADER des forces démocratiques en Indonésie, Mme Megawati Sukarnoputri, au centre, a assisté hier au palais présidentiel à la célébration marquant le 52e anniversaire de la proclamation de l'indépendance par son père, l'ancien président Soekarno.

## Un rapport australien scandalise les pays du Pacifique sud

FLORENCE DE CHANGY  
LE MONDE

Auckland — La mention « Austeo » (« Australian eyes only » — pour yeux australiens seulement) qui figurait sur chaque page d'une analyse confidentielle du ministère des finances australien concernant quinze pays de la région Pacifique sud n'aura servi à rien : depuis que le dossier est tombé dans les mains d'un journaliste de l'agence Reuter, au cours de la réunion annuelle des ministres de l'économie du Pacifique sud qui s'est tenue en juillet à Cairns, le document a surtout attiré l'attention des leaders non australiens de la région... On les comprend : dans ledit document, le ministre papou des Affaires étrangères, Chris Haiveta, est présenté comme le « léche-bottes » de l'ancien premier ministre, Sir Julius Chan. L'ancien ministre des Finances de Fidji, Berenado Vunibobo, lui, ne serait qu'un « raté » au « tempérament volatil » et « enclin au tiers-mondisme ». Quant au premier ministre des îles Cook, Sir Geoffrey Henry, c'est un « fanfaron vaniteux ». Enfin, ajoute ce rapport préparé pour les délégués australiens à la réunion de Cairns, la plupart des chefs d'Etat de la région

sont corrompus ou boivent trop...

La Nouvelle-Zélande n'est pas non plus épargnée : son trésorier, Winston Peters, est qualifié, dans ce même rapport, de « franc-tireur », de « paresseux » et d'« opportuniste », qui « fréquente jusque tard les boîtes de nuit ».

Le gouvernement australien a immédiatement pris ses distances par rapport à ce document, indiquant que son contenu ne reflétait pas le point de vue officiel de Canberra. Il n'en reste pas moins qu'il s'agit tout de même d'un dossier préparé par le ministère des Finances avec la contribution du bureau d'information du premier ministre et du ministère des Affaires étrangères.

## Jugements humiliants

Et puis, le mal est fait et il est peut-être trop tard pour « effacer » l'injure... M. Vunibobo, nommé il y a quelques jours ministre des Affaires étrangères de Fidji, a ainsi remarqué : « On dirait que l'Australie pense que les leaders de la région viennent juste de descendre des arbres ».

Outre certains jugements parfois profondément humiliants pour les personnalités citées, la non pertinence des informations et la mauvaise qualité de certaines appréciations sur les situations économiques nationales

risquent de mettre en doute la crédibilité de l'Australie, qui, pour être la nation la plus puissante et la plus généreuse de la région (puisqu'elle lui accorde près de 450 millions de dollars d'aide annuelle, dont 300 millions à la Papouasie-Nouvelle-Guinée), n'a jamais été la mieux perçue.

« Le rapport présente noir sur blanc ce que tout le monde soupçonnait l'Australie de penser, comment un diplomate néo-zélandais, mais tout n'est pas faux... » Que le Pacifique sud (hormis l'Australie et Nouvelle-Zélande) soit en crise économique et financière est en effet de notoriété publique.

Depuis plusieurs années la région, avec l'appui de ses bailleurs de fonds a tenté de se lancer dans des réformes : diminution des dépenses publiques, développement du secteur privé, exploitation raisonnable des ressources, etc. Mais les résultats sont encore loin d'être évidents, chaque pays ayant aussi d'autres problèmes.

Paradoxalement, la réunion de Cairns, au cours de laquelle la « fuite » a eu lieu, avait d'abord été saluée par la plupart des participants comme un succès, les ministres ayant adopté un important plan de réformes et envisagé, à moyen terme, la création d'une zone de libre-échange.

KENYA

## Les troubles s'étendent à Mombasa

MANOAH ESIPISU  
REUTER

Mombasa — La violence a repris ses droits dans la région de Mombasa où cinq Kenyans ont été tués la nuit de samedi à hier par des inconnus à la périphérie du grand port de l'océan Indien.

Selon la population, une sixième personne a été abattue par la police. Son corps a été incendié par des villageois en colère après l'attaque d'un bidonville des environs par des rescapés du raid de la nuit.

Ce raid nocturne à Shauri Yako, à huit kilomètres au nord de la deuxième ville du Kenya, et les incidents d'hier à Bombolulu, portent à 31 le bilan des victimes des violences qui agitent la région côtière depuis mercredi.

Le président Daniel Arap Moi a mis en cause l'opposition, déclarant à la radio nationale que le tribalisme latent du pays était exploité à des fins politiques par des « dirigeants mus par des intérêts égoïstes ».

Aux prises avec l'opposition sur la question épineuse de réformes constitutionnelles préalables aux élections prévues dans le courant de cette année, Daniel Arap Moi, 73 ans et président depuis 19 ans, a dénoncé l'attitude de ses adversaires, estimant qu'ils se répandaient en vaines paroles sans contribuer au développement du pays.

A Mombasa, Rashid Mzee, député de l'opposition, a déclaré à la BBC qu'il soupçonnait le parti du président, l'Union nationale africaine du Kenya (KANU) d'être à l'origine des troubles, afin de couper court à la campagne de l'opposition en faveur des réformes constitutionnelles en reportant les élections.

Rashid Mzee a ajouté que des militants de l'opposition avaient été arrêtés, ainsi que des dirigeants musulmans et des militants de défense des droits de l'homme.

Hier, une centaine de kiosques de rue ainsi que des dizaines de villas ont été incendiés dans le secteur de Diani, au sud de Mombasa, signale l'un des envoyés spéciaux de Reuter, Edmund Kwenia.

Des renforts militaires ont été immédiatement dirigés par camion sur les lieux de ces incendies criminels. Des officiers supérieurs ont également été hélicoptés sur place pour faire le point de la situation.

Le littoral de l'océan Indien, bordé de plages de sable fin, d'une somptueuse barrière de corail et de cocotiers bercés par les alizés, est très prisé des touristes étrangers.

Les grands hôtels de la côte nord et sud de Mombasa ont conseillé à leurs clients de ne pas sortir. Selon les autorités, aucun touriste n'a été, pour le moment, victime des violences.

COMORES

## Démission à Anjouan

AGENCE FRANCE-PRESSE

Domoni — Le gouverneur de l'île sécessionniste d'Anjouan, Cheikh Allaoui, nommé en juillet par le président comorien Mohamed Taki Abdoukarim avec pour mission de rétablir l'ordre, a présenté hier sa démission.

Sa lettre de démission a été lue hier après-midi par les dirigeants séparatistes anjouanais de Domoni lors d'une réunion. Le gouverneur, qui réside à Domoni mais n'a pas participé au meeting, a ensuite confirmé par téléphone, dans un entretien avec l'AFP, avoir présenté sa démission au président Taki. Il a qualifié cette démarche de « formalité, étant donné la situation ».

L'île a proclamé unilatéralement son indépendance le 3 août. Depuis cette date, les indépendantistes ont mis en place un gouvernement et refusent toute autorité venant de Moroni, la capitale de la République fédérale islamique des Comores, située sur l'île de Grande Comore.

tombée publicitaire : le vendredi 22 août

Ne manquez pas notre cahier spécial

LE DEVOIR

Journée internationale de l'

alphabétisation

publié le 6 septembre prochain!

## É D I T O R I A L

## Sainte-Justine: pas de panique!

Jean-Robert Sansfaçon

En conférence de presse, jeudi dernier, les représentants syndicaux des employés de l'hôpital Sainte-Justine ont exprimé la crainte de voir l'institution pédiatrique montréalaise perdre sa vocation à cause des compressions extraordinaires auxquelles elle est soumise cette année. Pourtant, les mêmes représentants syndicaux savent que jamais le ministère de la Santé, la Régie régionale et encore moins la direction de l'hôpital n'ont envisagé d'apporter des modifications fondamentales au statut de cet hôpital universitaire reconnu pour l'excellence de ses soins. Alors quoi?

**P**ourquoi un tel déploiement d'énergie médiatique? La réponse se trouve dans le dernier budget du gouvernement qui, en plus des compressions prévues depuis trois ans dans le sillage de l'opération virage ambulatoire, impose à toutes les institutions du réseau de la santé d'absorber une bonne part des milliers de départs volontaires de cet été. D'où la nécessité de revoir toute l'organisation des services de support, et même de certains services cliniques qui sont aussi offerts par d'autres institutions situées à proximité.

Revoilà le scénario. En 1995, les Régies régionales apprenaient qu'elles devraient gérer des compressions importantes. Au lieu d'effectuer ces ponctions d'une façon uniforme dans chacune des institutions du réseau, elles ont choisi de prendre rapidement le fameux virage ambulatoire en fermant

quelques hôpitaux généraux et des centaines de lits tout en réorientant une partie des économies réalisées vers les CLSC, les soins à domicile et les places en centres de soins de longue durée.

Dans le plan étalé sur trois ans qui devait prendre fin cette année, une régie comme celle de Montréal avait prévu réduire ses dépenses, à terme, de 6 % par année, de façon récurrente. Or, voilà qu'au printemps dernier, le gouvernement prévenait les régies régionales et les institutions qu'elles devraient aussi absorber la diminution du nombre d'employés qui surviendrait avec l'entrée en vigueur du programme de départs volontaires négocié l'hiver dernier. Alors que les régies comptaient sur un tel programme de réduction d'effectifs pour faire face aux compressions annoncées précédemment, elles se voyaient plutôt forcées de comprimer tel qu'il avait été prévu, et de fonctionner par la suite avec 3000 autres employés en moins (8000 pour tout le Québec). Le gouvernement se chargeait de faire sortir ces gens du réseau, et de réduire le budget des institutions dans la même proportion, tout en abandonnant à ces dernières le soin de réorganiser les services avec moins de personnel. À Montréal, les institutions doivent donc réduire leurs dépenses d'une soixantaine de millions tel que convenu au plan initial de transformation pour 1997-98, et en plus, apprendre à vivre avec 3000 salariés en moins (sur 60 000).

Devant cette nouvelle donne, les régies ont vite compris qu'il leur fallait passer à une autre étape de rationalisation, sans toucher aux soins de première ligne, en regroupant les services de support aux soins, services administratifs, d'entretien, de laboratoire, de préparation des repas, de buanderie, chaque fois que cela entraînerait des économies.

Voilà où nous en sommes en cette fin d'été. Le défi est le même pour tous: rendre les mêmes services avec 8 000 postes de moins, sans diminuer les soins cliniques aux patients.

C'est dans ce contexte que les syndicats de Sainte-

Justine ont voulu alerter l'opinion publique sur le danger de «perte d'identité» qui menacerait la vénérable institution. À Sainte-Justine, 350 employés sur 2500 ont pris leur retraite cet été. Comme l'objectif fixé par la régie était de 150, les syndiqués craignent de faire les frais du grand nombre de départs si la direction en profite pour réduire ses dépenses davantage que prévu. À la régie régionale, on nous assure que les postes en trop laissés vacants pourront être remplacés, mais c'est à l'hôpital qu'il revient de décider du nombre exact et surtout, des secteurs qui seront privilégiés.

Des discussions sont en cours avec les autres institutions de la région dans le but de regrouper des services de support, voire certains services cliniques puisqu'il existe un autre hôpital pour enfants à Montréal et que certains spécialistes travaillent dans les deux institutions. Il n'est donc pas question de modifier la vocation clinique de Sainte-Justine, mais seulement de rationaliser des services pour économiser.

Evidemment, cette opération qui prolonge la période d'incertitude et de bouleversement dans les centres hospitaliers n'est pas sans troubler le climat de travail, surtout parmi les employés qui risquent d'être affectés, que ce soit par un éventuel transfert, ou par une modification de la charge de travail. Mais voilà une des conséquences du choix négocié l'hiver dernier entre le gouvernement et les centrales syndicales. En préférant les départs pour la retraite à d'autres mesures de compressions, dont la baisse des salaires et des départs assistés offerts aux seuls employés des secteurs en surplus de personnel, syndicats et gouvernement acceptaient explicitement un alourdissement de tâche pour les survivants et une réorganisation du travail. Choisir les départs pour la retraite et refuser la réorganisation des services, voilà qui procéderait de la plus pure hypocrisie.

Malheureusement, comme cela se produit souvent lors de négociations au sommet, une distance s'installe entre les intentions des négociateurs et la réalité vécue par les simples employés de la base. On comprend les salariés de Sainte-Justine de craindre que la totalité des 350 postes devenus vacants cet été ne soient jamais comblés et qu'on en profite pour fusionner des services avec ceux des institutions situées à proximité. Il revient à la direction de l'institution de les rassurer. De leur côté, les syndicats doivent accepter que la priorité dans le remplacement des postes laissés vacants soit accordée aux services cliniques par rapport aux services de support qui, eux, feront plus certainement l'objet de regroupements régionaux.

Que cet arbitrage à la faveur des emplois liés directement aux soins implique des modifications de tâches, voire des transferts d'établissement, la chose est non seulement possible mais probable. Et pas seulement à Sainte-Justine, mais partout. C'est là un moindre mal en regard de la fermeture d'établissements dont personne ne veut plus entendre parler, et pour cause.

## L E T T R E S

## Les commissions scolaires des anglos

Si j'ai bien compris, quiconque n'a pas d'enfant inscrit à une commission scolaire francophone, ou n'y est pas inscrit lui-même, pourra se présenter et voter pour sa commission scolaire anglophone. C'est donc dire que des francophones, voire des souverainistes (c'en est la pire espèce, non?), s'ils s'organisaient, pourraient prendre le contrôle de la commission scolaire anglophone de l'Est et ce, d'autant plus facilement que rien ne laisse croire que la participation électorale augmentera. Et c'est l'Alliance Québec qui y tenait. Ça vaudrait presque la peine d'essayer!

J'anticipe le prochain rapport du Commissaire aux langues officielles: «Malgré de récentes modifications législatives, le gouvernement du Québec n'assure toujours pas à sa minorité de langue officielle le contrôle plein et entier de ses institutions scolaires.»

Sylvain Auclair  
Montréal, 4 août 1997

## Dans quel pays vivons-nous?

Il est 20h le lundi 4 août 1997 et j'ouvre la télé pour visualiser TFO. Quel programme avons-nous ce soir? Quel autre bon film du répertoire français aurons-nous le plaisir de visionner? Voilà que par notre antenne parabolique (nous sommes en campagne), l'écran télé ne nous transmet que de la neige... canadienne! TFO est dorénavant en mode numérique et n'existe plus pour nous, les milliers de Québécois qui vivent en campagne... Est-ce possible?

Après avoir perdu Télé-Québec, TV5 et RDI puis déboursés des milliers de dollars pour l'achat d'antennes paraboliques et de décodeurs,

nous sommes réduits, ignares connards campagnards, à acheter une nouvelle antenne parabolique et un nouveau décodeur, en plus de devoir payer au delà de 20 huards par mois de frais pour avoir accès à une trentaine de postes non contrôlés, sans, bien sûr, TFO... Mais dans quel pays vivons-nous? C'est là une frustration qui fait mal en dedans...

Gabriel Alain, maire  
Sacré-Cœur-de-Marie, 4 août 1997

## L'absence du mot «Palestinien»...

Naïm Kattan raconte aimablement dans *Le Devoir* du 25 juillet son séjour à Jérusalem. Le décor évoque la paix, la fraternité. Il y rappelle des grands noms de l'histoire d'Israël, pionniers et fondateurs, un philanthrope juif de Londres, un poète juif ex-parachutiste de la Haganah qui l'a emmené dans le quartier arabe où il a pu visiter le restaurateur arabe dont le père avait créé le hoummos le plus fameux de la région. Il lui a fait plaisir en parlant arabe avec lui.

C'est bien charmant, tout ça. Mais je ne vois nulle part dans sa chronique le mot «Palestinien». Est-ce un oubli? Qui sont ces Arabes qui vivent en Palestine depuis des temps immémoriaux? Je croyais que Juifs et Palestiniens étaient en Palestine depuis Abraham dont ils seraient d'après *La Bible* d'ailleurs tous descendants. Il y eut bien des péripéties évidemment. David, Salomon, la partition, l'exil à Babylone, la domination romaine, l'invasion arabe, puis Ottomane, le protectorat britannique. A tous les coups, la plupart des Juifs restants ont été forcés de quitter la Palestine.

Ensuite, il y eut la création du sionisme, le XX<sup>e</sup> siècle et les innombrables tentatives de retour, et enfin le succès avec la fondation d'Israël, les guerres et l'extension du territoire

juif. Qu'on éclaire donc notre lanterne sur la proportion de Juifs en Palestine durant toutes ces périodes et jusqu'à aujourd'hui. La chronique de M. Kattan mérite des précisions.

En attendant, je propose que nous rendions hommage aux Juifs sacrifiés par les nazis et justice à leurs descendants qui réclament le retour des biens déposés dans des banques suisses. Mais n'oublions pas non plus les 600 000 Palestiniens des camps de réfugiés. Ceux qui ont 50 ans et moins n'ont jamais connu leur pays, la liberté, le droit de refaire leur vie dans leur pays ou ailleurs. Ils croupissent sans espoir. Pensons aussi au million et demi d'autres Palestiniens qui vivent dans des enclaves fermées sans possibilité de commercer avec l'extérieur.

Et surtout, que l'on ne répète pas aujourd'hui les injustices d'hier en condamnant des millions d'innocents qui souffrent parce qu'ils dérangent et qu'on les a volontairement oubliés à leur triste sort. Maintenant qu'Israël existe et prolifère, et que la communauté internationale le reconnaît, donnons une chance à la fraternité et aux Palestiniens.

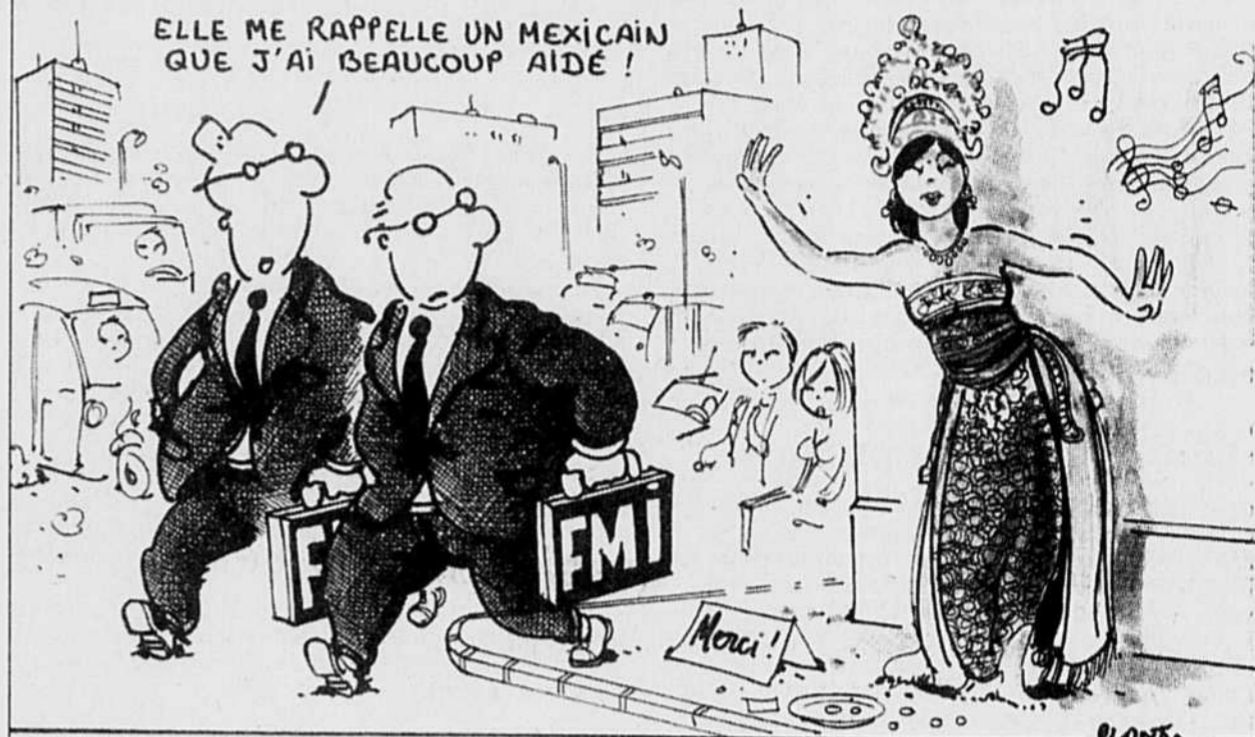
Jean Noël  
Venise-en-Québec, 5 août 1997

## ... Des impressions d'un court séjour

J'ai lu avec attention la lettre de M. Noël et je comprends ses sentiments. Dans ma chronique, je n'évoquais que mes impressions d'un court séjour à Jérusalem. Par ailleurs, j'aborde fréquemment dans mes chroniques de livres dans *Le Devoir* les problèmes des rapports entre Palestiniens et Israéliens, Juifs et Arabes. Je suis convaincu que la seule solution demeure la paix, même si le processus pour y parvenir est ardu et semé d'embûches.

Naïm Kattan

## La Thaïlande obtient le soutien financier de ses voisins et du FMI



LE MONDE

## Quand un art se meurt

**P**ékin — Pour les non-initiés, le registre vocal procure la même sensation qu'une craie que l'on fait grincer sur un tableau; l'action se traîne et les comédiens, lourdement maquillés, revêtus d'oripeaux chamarrés, gesticulent pesamment, de manière mécanique et incompréhensible. Bienvenue à l'Opéra de Pékin.

L'Occidental moyen qui souhaite apprécier l'opéra traditionnel chinois a besoin de pas mal de patience et d'un peu d'aide. Quand on a la chance d'avoir pour compagnons de voyage les plus grandes stars de l'Opéra de Pékin pendant une trentaine d'heures de train, de Pékin à Hong-Kong, on en profite évidemment pour tenter d'apprivoiser cette forme d'art en écoutant les meilleurs connaisseurs possibles.

Le musicien Ma Shaoming, par exemple, qui a 51 ans et 40 ans de métier: on commence très jeune à se préparer au métier d'acteur de l'opéra chinois. Dès l'enfance débute l'entraînement en chant, danse et arts martiaux et au bout de sept à huit ans de formation, on est prêt à monter sur scène. Lorsque Ma Shaoming a fait ses premiers pas dans la profession, il y avait à Pékin une quarantaine d'écoles de formation de professionnels de l'opéra. Aujourd'hui, il reste l'Académie d'opéra traditionnel de Pékin, qui forme aussi à d'autres professions artistiques, et la fameuse école Mei Langfang, où Ma Shaoming enseigne trois des instruments principaux utilisés dans l'opéra de Pékin: la flûte, le tambour et le hautbois.

Dans la troupe de l'Opéra de Pékin venue donner des spectacles à Hong-Kong pour la rétrocession, la plus grande star était sans conteste Mei Baojiu. Il a de qui tenir puisqu'il est le plus jeune fils de Mei Langfang, grand maître de l'Opéra de Pékin et fondateur de l'école qui porte son nom. Mei Langfang est mort en 1961 à l'âge de 67 ans après avoir «révolutionné»

l'Opéra de Pékin en introduisant de la danse et des arts martiaux dans les rôles féminins, jusque-là uniquement cantonnés au chant. Mais deux de ses enfants perpétuent sa légende. Son fils, Mei Baojiu, a une spécialité: les rôles de femmes. «Quand j'avais neuf ans, mon père avait décidé que je devais travailler les rôles féminins à cause de ma voix très douce et de ma silhouette gracile. Ma sœur Mei Baoyue, par contre, joue des rôles masculins car sa voix est plus forte.»

Il y a quatre principaux types de personnages dans l'Opéra de Pékin: le sheng, personnage masculin, guerrier ou aristocrate; le dan, personnage féminin, héroïne, soubrète ou concubine; le chou, personnage de clown et le plus spectaculaire, le jing, homme ou femme au visage bariolé selon un code de couleurs indiquant son caractère: bleu pour la cruauté, noir pour l'honnêteté, rouge pour le courage.

Les décors sont inexistantes et les accessoires réduits au strict minimum. Un étendard représente une armée sur le pied de guerre, une rame un long voyage en bateau. Le code gestuel est par contre très précis et réglé au millimètre. La position des doigts, le moindre mouvement des yeux ont un sens.

Le théâtre chanté remonte à près de mille ans en Chine. Il s'est développé et a évolué en diverses formes d'opéras régionaux, chacune ayant ses caractéristiques. L'opéra de la région de Pékin tel qu'il existe aujourd'hui a trouvé sa forme actuelle à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle. Le répertoire comprend des épopées guerrières, la vie de héros et héroïnes de la Chine ancienne. Il met en scène des personnages empruntés à la littérature classique chinoise, au folklore, à l'histoire et aux légendes: des empereurs, des princes et des princesses, des usurpateurs, des soldats, des démons et des fantômes. Une représentation peut durer quatre à cinq heures. Mais on présente à Pékin des versions courtes pour les touristes ou pour tenter de

reconquérir un public qui se détourne de plus en plus de cet art classique.

La période de la Révolution culturelle, de 1966 à 1976, a failli donner le coup de grâce à l'Opéra de Pékin, décrit comme un art réactionnaire, décadent et bourgeois. Les théâtres ont été fermés, les acteurs persécutés et le répertoire réduit à huit pièces «modèles», choisies et arrangées par Jiang Qing, épouse de Mao Zedong. Ces huit opéras se signalaient par l'indigence de leur intrigue et l'uniformité de leur propos: la lutte des classes et la lutte contre l'impérialisme. «Une des conséquences de la Révolution culturelle est que les gens aujourd'hui ne savent plus grand-chose de l'histoire et de la littérature», dit Mei Baojiu. Les ravages de la Révolution culturelle dans l'enseignement et dans la culture en général peuvent être aussi mortels pour l'Opéra de Pékin, qui puise précisément son inspiration dans la littérature et l'histoire.

Après 1976, les maîtres de l'Opéra de Pékin ont recommencé à former une nouvelle génération d'acteurs. Mais le public tarde à revenir à l'opéra. L'année dernière, deux salles ont rouvert à Pékin mais ne parviennent pas à rentrer dans leurs frais. Les jeunes Pékinois préfèrent de loin le karaoké, cette mode venue du Japon et qui fait fureur dans toute l'Asie. Le gouvernement chinois a établi un «comité pour la sauvegarde de l'Opéra de Pékin», qui organise des festivals et des concours. La chaîne culturelle de la télévision nationale retransmet des représentations écourtées tous les soirs.

Pour survivre, l'Opéra de Pékin a devoir sans doute évoluer. Sa forme, qui n'a presque pas changé depuis deux siècles, demande à être déposée et rajunie. Même Ma Baojiu en convient. «Mais si l'on doit réformer l'Opéra de Pékin, on ne doit pas en changer l'esprit. On peut améliorer le décor, l'éclairage, amener de nouveaux scénarios et de la musique nouvelle. Mais on ne peut pas changer l'essence de l'Opéra de Pékin, qui est cette manière unique qu'ont les acteurs de chanter et de jouer», dit-il.

## À P R O P O S

## ... des secteurs de croissance

Tandis que jusqu'à présent dans cette décennie, la performance de l'économie canadienne a été en général assez terne, de nombreuses transformations substantielles et importantes ont soutenu la croissance et se sont poursuivies en 1996. Depuis 1992, un très petit nombre d'industries dominent en général la croissance d'une année à l'autre. En grande partie, ces industries sont bien placées pour profiter des préoccupations croissantes des entreprises à l'égard des nouveaux marchés et des nouvelles technologies.

La liste comprend les communications (surtout les entreprises de télécommunications), les services aux entre-

prises (dominés par les services informatiques) et les grossistes. Le marché du travail se caractérise encore principalement par une demande accrue de main-d'œuvre qualifiée, les emplois continuant d'être décrochés par les travailleurs plus instruits et qui possèdent des habiletés particulières. On assiste aussi en même temps à une évolution des relations contractuelles, car, en maintenant un frein à la masse salariale, les employeurs ont fait monter en flèche le nombre de travailleurs autonomes.

Statistique Canada, Étude spéciale, la revue de l'année, in *L'Observateur économique canadien*, avril 1997.

## LE DEVOIR

FONDÉ PAR HENRI BOURASSA LE 10 JANVIER 1910

Directrice LISE BISSONNETTE

Rédacteur en chef BERNARD DESCÔTEAUX

Vice-président, finances et administration FRANÇOIS THOUIN

Directeur de l'information CLAUDE BEAUREGARD

Directeurs adjoints de l'information PIERRE BEAULIEU, GUY TAILLEFER, NORMAND THÉRIAULT

Rédacteurs en chef adjoints JEAN-ROBERT SANSFAÇON, ROLAND-YVES CARIGNAN

Directrice, ventes et marketing MARTINE DUBÉ

2050, rue de Bleury, 9<sup>e</sup> étage, Montréal (Québec) H3A 3M9. Tél.: (514) 985-3333

F A I S C E Q U E D O I S

# I D É E S

## Indépendance et partenariat: deux objectifs qui se complètent

LOUIS O'NEILL  
Professeur  
Université Laval

**D**ans le débat sur l'avenir du Québec, l'idée d'un partenariat lié indissociablement à la souveraineté occupe le devant de la scène. C'est devenu le dada de beaucoup de péquistes. Les fédéralistes rétorquent que l'objectif est irréaliste ou son atteinte tellement coûteuse (sous-entendu: pour le Québec) que le statu quo actuel demeure nettement préférable.

On se croirait revenu à l'époque de la souveraineté-association, alors qu'on présentait l'association comme une assurance contre les «risques» de la souveraineté. René Lévesque, qui n'aimait pas beaucoup le mot indépendance, insistait en revanche sur l'incontournable association avec le reste du Canada. Ce à quoi il lui était répondu que le Canada anglais n'en voudrait jamais. Pour les Anglo-Canadiens et leurs porte-parole francophones et antiqués, le projet d'indépendance nationale, quand il s'agit du Québec, est une aberration, une maladie. Le mot fait peur même à des péquistes, qui ne l'utilisent jamais et prennent bien soin d'enrober la souveraineté dans le partenariat, dont ils veulent désormais approfondir et mettre en lumière le contenu salvifique.

### L'histoire du partenariat

Le Canada existait depuis longtemps avant que prenne forme le partenariat de 1867, celui que la propagande fédérale tente de nous vendre comme l'acte de naissance de l'entité canadienne.

Le Canada amérindien est vieux de quelques millénaires. En 1534, Jacques Cartier a fondé le premier Canada des Blancs, longtemps appelé Nouvelle-France. Suivit, en vertu de la force des armes, le Canada de 1760, anglais et protestant, qui marqua les débuts d'un premier modèle de partenariat, fondé sur la domination politique et culturelle.

La résistance pacifique du peuple québécois, alors appelé canadien, obligea le Conquérant à concéder quelques faveurs afin de s'attirer la soumission des nouveaux sujets du roi d'Angleterre.

L'Acte de Québec (1774) et les débuts d'un régime parlementaire, incomplet et étrié (1791), améliorèrent le partenariat initial. Au lendemain de la défaite des Patriotes, on inventa un nouveau partenariat, celui des Canadas-Unis, qui, devant, dans l'esprit de Lord Durham, régler une fois pour toutes le problème de la «société distincte». Ce fut un échec.

À la recherche d'une nouvelle formule, on aboutit au compromis de 1867: confédération de colonies britanniques capables, croyait-on, de résister à l'impérialisme américain menaçant et où l'on concédait au Québec une relative autonomie, suffisante, espérait-on, pour fixer définitivement son destin du peuple conquis: une société distincte, mais réduite au statut de province et assujettie à la tutelle fédérale: un partenariat fondé sur l'inégalité, comportant quelques avantages et beaucoup d'inconvénients.

Les fédéralistes vantent cette mixture de tutelle et d'autonomie comme la formule gagnante, qu'il leur apporte des modifications mineures. Les autonomistes et particulièrement les souverainistes la jugent dépassée et inconciliable avec les besoins et les revendications d'un Québec moderne et de plus en plus conscient de son identité de nation distincte. D'autre part, les réflexes hérités des partenariats passés et les inquiétudes d'ordre économique incitent des souverainistes à rechercher des aménagements qui incluraient une forme diffuse d'encadrement fédéral, comme si le peuple québécois ne possédait pas vraiment les capacités de se gouverner lui-même. À la limite, ils adhèrent à la formule cé-

lèbre: «Un Québec fort dans un Canada uni».

Ceux qui placent l'objectif de l'indépendance loin avant celui du partenariat ne dénie pas certains avantages de ce genre de partenariat inscrit dans le fédéralisme. Mais ils estiment le système désuet et, dans sa tendance lourde, contraire aux intérêts tant de la société québécoise que du reste du Canada.

À leurs yeux, le partenariat actuel veut dire: minorisation du Québec au sein du Canada, domination économique du Canada anglais, tutelle exercée par l'appareil bureaucratique fédéral sur la société québécoise, assimilation croissante des minorités francophones hors Québec, persistance de réflexes de dépendance qui alimentent des comportements de colonisés, exclusion d'une participation directe du Québec à la vie internationale, etc.

Pour beaucoup d'indépendantistes, l'insistance obsessionnelle sur le partenariat risque de détourner de l'essentiel et de mettre en péril le projet souverainiste: se prendre en main comme nation distincte et libre.

De toute façon, disent-ils, le partenariat va de soi. Il caractérise les rapports entre États civilisés. Voir que les moyens modernes de communication et la mondialisation des échanges multiplient et diversifient les occasions de rapports et d'échanges entre nations. Rien ne prouve que l'Alberta ou la Colombie-Britannique soient pour le Québec des partenaires plus intéressants et souhaitables que les États-Unis, la France, la Belgique, l'Angleterre ou encore les pays d'Amérique latine ou d'Afrique francophone.

Le partenariat est souhaitable à l'échelle de la planète. Mais il n'est pas un pré-supposé à l'indépendance. Il vient après, telle une suite logique dans l'établissement de liens de solidarité. Car la question prioritaire, pour une na-



«Le Canada existait depuis longtemps avant que prenne forme le partenariat de 1867.»

ARCHIVES LE DEVOIR

**Pour beaucoup d'indépendantistes, l'insistance obsessionnelle sur le partenariat risque de mettre en péril le projet souverainiste**

tion, demeure celle de l'indépendance politique. Décider, si oui ou non, l'on veut devenir maître chez soi et responsable de son destin collectif pour ensuite nouer des alliances, multiplier les échanges économiques et culturels, vivre la solidarité dans l'égalité avec d'autres nations.

La souveraineté politique, c'est le point de départ, la rampe de lancement, la liberté initiale pour une nation adulte. «Il en est des peuples comme des individus. C'est en creusant leur propre liberté que peu à peu le chemin s'ouvre vers les autres» (François Aquin).

Telle est la normalité pour un peuple libre. Le désir d'indépendance n'est donc ni un signe de névrose ni le syndrome d'une régression historique. C'est plutôt un signe de santé pour une nation que de vouloir devenir pleinement responsable de son destin et de son avenir.

Voilà ce dont sont convaincus la majorité des Québécois francophones. Voilà ce dont il faut parler avec ceux qui ne le sont pas et aussi avec des souverainistes qui entretiennent une idée confuse au sujet de l'indépendance, comme en font foi certains sondages. Dans les hautes sphères péquistes, on se méfie des indépendantistes «purs et durs».

On devrait plutôt se préoccuper des souverainistes mous et confus, qui risquent de se défler quand viendra le temps du choix irrévocable.

Revenir à l'essentiel: soumettre à la réflexion des points de repère simples et fondamentaux, tel le droit et le devoir, pour un peuple libre et responsable, de se prendre en main; la normalité de l'indépendance politique; la logique qui veut qu'un peuple contrôle les outils de son développement culturel, social et économique; le droit, pour un peuple libre, de participer directement à la vie de la communauté internationale; le sens de l'histoire qui, de 1760 à nos jours, oriente le peuple québé-

cois vers la souveraineté politique. Voilà l'essentiel. Voilà de quoi il faut se parler entre Québécois, sans quérir la permission d'un gouvernement attentiste et hésitant, embourbé dans des problèmes de comptabilité.

### La réciprocité

En attendant le partenariat que pourra proposer un Québec souverain au lendemain du Oui, rien n'empêche d'inscrire à l'ordre du jour le problème de la réciprocité. Car on voit mal un partenariat fonctionner sur une base inégalitaire. Or, quand on compare le traitement imposé aux francophones hors Québec avec le sort plus qu'enviable de la minorité anglophone au Québec, on constate des disparités flagrantes. Elles ne datent pas d'hier. Elles découlent de la Conquête; ce sont les séquelles d'une longue sujétion de type colonial.

Elles sont incompatibles avec des rapports d'égal à égal. Quand j'étais jeune, on nous parlait de Maillardville, un lointain village ostracisé, en banlieue de Vancouver. Aujourd'hui surgit l'affaire de l'hôpital Montfort, à deux pas de la frontière du Québec. Des exemples parmi d'autres d'inégalités constantes et répétitives.

Un Québec indépendant sera en mesure d'intervenir beaucoup plus efficacement dans des dossiers de ce genre que le Québec provincialisé que nous connaissons. Une intervention qui se fera au nom de la justice et de la solidarité, entre partenaires égaux. Il faudra que les règles qui fixent les droits des minorités soient substantiellement les mêmes d'Halifax à Vancouver, en passant par le West-Island et l'Estrie, que ce soit dans les services de santé, les établissements scolaires ou dans le domaine de la radio et de la télévision. Les services institutionnels indispensables au développement humain, social et culturel des individus et des familles doivent être similaires dans toutes les régions qui composent l'espace canadien actuel.

Indépendance et partenariat: deux objectifs qui se complètent.

La réciprocité contribuera au bon fonctionnement du partenariat. L'indépendance demeure la priorité.

## Des infirmières au grand cœur

CONSTANCE  
ET MARIE FRÉCHETTE  
Drummondville

**N**ous venons d'accompagner notre mère dans ses derniers moments. Il y a trois semaines, nous apprenions qu'une tumeur au poulmon avec métastase au cerveau pouvait l'emporter et nous avons voulu être avec elle dans ces moments difficiles et combien douloureux pour nous tous.

Après deux semaines de séjour à l'Hôpital Sainte-Croix, nous savions que l'état de maladie de notre mère était irréversible.

Comme un membre de la famille la veillait constamment, nous avons tout pu observer, au delà de la compétence du personnel, la surcharge de travail et le climat de fébrilité ou de morosité causés par le caractère compressif du système. Nous nous sommes sentis alors seuls n'osant pas, par nos questions, ajouter à la tâche du personnel.

Une infirmière, heureusement, nous a informés de la pertinence à ce stade, d'un environnement palliatif et nous a invités à en faire la demande expresse au médecin. Ce que nous avons fait.

Nous nous étonnons toutefois que cette alternative ne soit pas d'emblée proposée par les médecins traitants!

### Plénitude des derniers moments

Nous avons été touchés de voir combien le mandat du personnel infirmier de cette unité dépasse l'aspect curatif.

L'attention apportée à notre mère, cette façon de la considérer comme une personne et non seulement comme une patiente, lui a permis de vivre davantage la plénitude de ses derniers moments.

Nous, de la famille, avons été guidés et soutenus par les infirmières de toute heure du jour et de la nuit. Nous avons été informés des signes avant-coureurs de sa fin.

Chacun a été invité à prévoir un temps plus intime pour exprimer ses messages, son amour, ses regrets, ses désirs.

Un tel support, en des moments où même les plus forts se retrouvent démunis, nous a été d'un grand secours.

Nous éprouvons encore, à quelques jours du décès de maman, une immense gratitude envers le personnel de cette unité et nous espérons que l'accès à cette approche humaine de la souffrance et de la mort non seulement soit maintenue mais s'élargisse davantage.

L'hôpital Sainte-Croix, comme plusieurs institutions de niveau régional, ne compte pas dans son personnel médical les spécialistes en oncologie, neurologie, gériatrie dont nous aurions eu besoin. Cette carence nous a fort insécurisés. Quand il s'agit d'être chers, le «meilleur» n'est pas luxe mais nécessité.

L'existence de soins palliatifs à Drummondville et surtout leur excellente réputation, contribuent par ailleurs à la crédibilité de notre hôpital. Il est donc essentiel qu'une unité de cette qualité et de cette importance continue de disposer des moyens nécessaires pour opérer efficacement.

Nous espérons qu'aucune pression politique ou économique ne vienne mettre en danger ce fleuron de l'hôpital Sainte-Croix. Dans une société qui «rationalise» tout, peut-on espérer, Monsieur le Directeur, que cette qualité d'approche de la mort soit une valeur intouchable et qu'elle demeure accessible à tous.

Pour nous qui venons de vivre cette épreuve et pour tous ceux qui ont traversé la mort d'un conjoint, d'un enfant, d'un parent, la réponse est évidente.

«Le mandat du personnel infirmier de cette unité dépasse l'aspect curatif.»



ARCHIVES LE DEVOIR

## Décloisonner le débat sur la communauté gaie

PAUL TROTTIER  
Montréal

**A** l'occasion de la tenue, les 1<sup>er</sup>, 2 et 3 août dernier, de Divers-Cité, ce grand événement célébrant la fierté gaie, cette gigantesque parade colorée dont on dit qu'elle est devenue la deuxième plus grande marche annuelle à Montréal après celle de la Fête nationale du Québec, il n'est pas inutile de rappeler qu'un débat fait actuellement rage au sein de la communauté gaie quant à l'existence ou la non existence d'une culture gaie et de ce que celle-ci représenterait le cas échéant. Je précise d'emblée que le choix de faire paraître ce commentaire dans les pages du *Devoir* plutôt que dans une des nombreuses publications gaies

n'est pas innocent et est en quelque sorte le reflet de ma position personnelle sur ce sujet, position qui ne prétend nullement être impartiale ou objective.

### Autoexclusion incongrue

En effet, souhaiter être entendu par les milliers de lecteurs d'un journal quotidien, de surcroît généraliste, au lieu des seuls lecteurs homosexuels de la presse homosexuelle procède d'un désir de décloisonner le débat, d'en élargir la portée, d'y intéresser plus de gens.

C'est en somme rejeter l'idée typiquement «trudeaiste» que dans ce pays du multiculturalisme on puisse à l'infini multiplier les appartenances, créer de nouvelles communautés, sa propre communauté, avec sa culture, son langage, ses codes, son lobby, ses revendications, ses

droits, son ghetto dans la ville, etc. Cette autoexclusion est d'autant plus incongrue que tous les gestes qui ont été posés par la communauté gaie depuis trente ans n'avaient et n'ont toujours pour but que l'acceptation par la majorité, la tolérance, l'intégration à la société.

Et aujourd'hui, nombreux sont ceux qui tentent d'imposer la notion de culture gaie, notion au demeurant fort hermétique, imperméable. La communauté gaie fait exactement ce qu'elle a toujours reproché au reste de la population de faire à son endroit: elle se cloître.

Mais alors, qu'en est-il, au juste, de cette culture gaie, si tant est qu'elle existe? S'enrichit-elle seulement des œuvres et des influences des membres de la communauté homosexuelle?

Les artistes et les écrivains gais ne

travaillent-ils que pour les homosexuels? N'y a-t-il dans la production d'un essayiste homosexuel que de fines analyses des comportements des gais et lesbiennes? Lise Bissonnette, la directrice du *Devoir*, lorsqu'elle introduit dans ses romans des personnages homosexuels ou ayant eu des expériences homosexuelles, participe-t-elle à la culture gaie?

### Toutes les tendances?

Outrés, les partisans de la culture gaie répondront que non, bien sûr que non. Ils ajouteront que la culture gaie se nourrit de toutes les tendances, qu'elle n'est pas conçue que pour les homosexuels. Alors pourquoi diable cette insistance à créer une culture gaie, une sous-culture en fait, qui évolue en vase clos, en parallèle de la culture générale? Je n'ai

pas envie d'appartenir à une culture gaie même si je suis un ardent défenseur de l'égalité des droits envers les gais. J'appartiens à la culture d'un peuple, une culture nationale riche et diversifiée, et non pas à une culture qui se définit par rapport à mes préférences sexuelles.

Bien qu'il reste encore beaucoup à faire, l'émancipation des homosexuels, hommes et femmes, a fait des pas de géant au cours du dernier quart de siècle. Pourquoi? Parce que l'on a exigé et obtenu le respect de nos différences.

Parce que nous avons nous-mêmes fait preuve d'ouverture et de tolérance. Parce que, enfin, les gais ont refusé la stratégie du repli, ils ont refusé d'être considérés comme une classe à part. Une culture dite gaie, c'est le repli, la classe à part. Non, merci.

### L'ÉQUIPE DU DEVOIR

LA RÉDACTION Journalistes à l'information générale et métropolitaine: Louis Lapierre (adjoint au directeur de l'information), Sylvain Blanchard, Paul Cauchon, Jean Chartier, Jean Dion, Louis-Gilles Francœur, Kathleen Lévesque, Caroline Montpetit, Brian Myles, Isabelle Paré, Clément Trudel, Serge Truffaut, Diane Précaud (pages éditoriales, responsable des pages thématiques); Martin Ducloux et Christine Dumazet (recteurs); Jacques Grenier et Jacques Nadeau (photographes); à l'information culturelle: Michel Belair (responsable), Stéphanie Baillargeon, Pierre Cayouette, Paule des Rivières, Louise Leduc, Jean-Pierre Legault, Benoît Mungier, Odile Tremblay; à l'information économique: Gérard Bérubé (adjoint au directeur de l'information), Robert Dufresne, Jean Pichette, Claude Turcotte; à l'information internationale: Jocelyn Coulon (adjoint au directeur de l'information), François Brousseau (éditorialiste), Claude Lévesque; à l'information politique: Pierre O'Neill, Manon Cornélius (correspondante parlementaire à Ottawa), Mario Cloutier et Gilles Lussier (correspondants parlementaires à Québec), Michel Venne (correspondant parlementaire et éditorialiste à Québec); à l'information sportive: Yves d'Avignon; Marie-Hélène Alarie (secrétaire à la rédaction); Isabelle Hachey, Marie-Claude Petit (commis); La documentation: Gilles Paré (directeur); Brigitte Arsenault, Manon Derome, Serge Laplante (Québec), Rachel Rochefort (Ottawa); LA PUBLICITÉ ET LE MARKETING Martine Dubé (directrice), Daniel Barbeau (directeur adjoint), Jacqueline Avril, Jean de Billy, Brigitte Cloutier, Gyslain Côté, Marlène Côté, Christiane Legault, Jacques A. Nadeau, Guylaine Ouellet, Micheline Ruelland (publicitaires); Sylvie Laporte, Nathalie Lemieux, Claire Paquet, Pierrette Rousseau, Micheline Turgeon; Francine Ouellet (secrétaire); LA PRODUCTION Jocelyn Arsenault (directeur des approvisionnements, distribution et production), Marie-France Turgeon (responsable de la production), Claudine Bédard, Johanne Brunet, Danielle Cantara, Richard Des Cormiers, Marie-Josée Hudon, Sylvain Lesage, Christian Vien, Olivier Zaida, SERVICE À LA CLIENTÈLE Johanne Brien (responsable), Evelyne Labonté (responsable à la promotion des abonnements), Manon Blanchette-Turcotte, Monique L'Heureux, Lise Lachapelle, Rachelle Leclerc-Venne, L'ADMINISTRATION Yves Bouthiette (contrôleur), Dany Dépatie (adjointe à l'administration et responsable des ressources humaines), Nicole Carmel (responsable des services comptables), Jeanne-Arc Houde (secrétaire à la direction); Céline Furoy, Ghislaine Lallier, Nathalie Perrier, Danielle Ponton, Danielle Ross, LA FONDATION DU DEVOIR Marcel Couture (président), Roger Boisvert (vice-président exécutif et directeur général).

# LE DEVOIR

## ACTUALITÉS

### Les oubliés



KOJI SASAHARA ASSOCIATED PRESS

**CES SANS-ABRI japonais bénéficiaient hier d'une petite coupe de cheveux gratuite, dans un parc public situé dans le quartier commerçant de Shinjuku, à Tokyo. Le Shinjuku Summer Festival, organisé pour des sans-abri vivant près du métro, a lieu tous les ans et vise à encourager les itinérants, laissés davantage dans l'oubli en période estivale. Non seulement y distribue-t-on la nourriture gratuitement, mais l'on y présente aussi des performances musicales et des concours de karaoké.**

## Nouvelle vague de syndicalisation aux États-Unis

San Francisco (AP) — Un nombre croissant de jeunes dans la vingtaine forment des syndicats dans des entreprises de services comme des cafés, des librairies, des chaînes servant des bagels aux États-Unis, et la tendance semble vouloir se communiquer au Canada.

Ces jeunes travailleurs espèrent ainsi améliorer leurs salaires et avantages sociaux, en dépit du fait que selon certains patrons, les jeunes employés préfèrent des horaires de travail flexibles à des salaires élevés et des programmes complets d'avantages sociaux.

Ainsi les employés d'une poignée de magasins de la chaîne Starbucks, à Vancouver, se sont syndiqués l'automne dernier et ont négocié une nouvelle convention collective comportant de meilleurs salaires.

La tendance semble vouloir se communiquer au Canada

Selon les jeunes syndiqués, plusieurs d'entre eux sont des diplômés d'études supérieures qui se sont trouvés un emploi dans l'industrie des services et qui finissent par en faire une carrière. «Les emplois du secteur manufacturier sur lesquels les gens se fiaient traditionnellement n'existent plus», affirme Dmitry Litvin, un employé de 22 ans de Starbucks et membre du syndicat à Vancouver.

Avec l'aide de leur syndicat, M. Litvin et ses collègues ont réussi à faire passer leur salaire horaire de 7 \$ — le salaire minimum en Colombie-Britannique — à 7,75 \$. L'été prochain, ils auront droit à 12 cents supplémentaires.

Alan Gulick, un porte-parole de Starbucks, a déclaré que la loi canadienne interdit à la compagnie d'exprimer une opinion sur les syndicats, et il ne croit pas qu'aucun syndicat soit en formation dans les établissements de l'entreprise aux États-Unis. L'expert du monde du travail Harley Shaiken juge intrigant le phénomène des nouveaux syndicats, surtout que le nombre d'adhérents à des syndicats a, dans l'ensemble, diminué récemment aux États-Unis.

«La plupart des jeunes gens ne savent probablement même pas qui est le président de l'AFL-CIO» (grande centrale syndicale aux États-Unis). Il vaut la peine, selon lui, de surveiller cette tendance. Cela pourrait être prometteur pour les syndicats, estime ce professeur de l'Université de Californie-Berkeley.



**S.V.P. Assurez-vous que ce papier journal soit recyclé.**

## LE DEVOIR

Les bureaux du Devoir sont situés au 2050, rue de Bleury, 9<sup>e</sup> étage, Montréal (Québec), H3A 3M9. ☎ Place-des-Arts. Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h. Renseignements et administration: (514) 985-3333

Le site Internet du Devoir: [www.ledevoir.com](http://www.ledevoir.com)

### Comment nous joindre?

#### La rédaction

Au téléphone (514) 985-3333  
Par télécopieur (514) 985-3360  
Par courrier électronique [devoir@cam.org](mailto:devoir@cam.org)  
Pour l'agenda culturel (514) 985-3551

#### La publicité

Au téléphone (514) 985-3399  
Par télécopieur (514) 985-3390  
Extérieur de Montréal 1-800-363-0305 (sans frais)

#### Les avis publics et petites annonces

Au téléphone (514) 985-3344  
Par télécopieur (514) 985-3340

#### Les abonnements

Au téléphone (514) 985-3355  
du lundi au vendredi de 8h à 16h30  
Par télécopieur (514) 985-3390  
Extérieur de Montréal 1-800-463-7559 (sans frais)

Le Devoir est publié du lundi au samedi par Le Devoir Inc. dont le siège social est situé au 2050, rue de Bleury, 9<sup>e</sup> étage, Montréal, (Québec), H3A 3M9. Il est imprimé par Imprimerie Québec LaSalle, 7743, rue de Bourdeau, division de Imprimeries Québec Inc., 612, rue Saint-Jacques Ouest, Montréal. L'Agence Presse Canadienne est autorisée à employer et à diffuser les informations publiées dans Le Devoir. Le Devoir est distribué par Messageries Dynamiques, division du Groupe Québecor Inc., 900, boulevard Saint-Martin Ouest, Laval. Envoi de publication — Enregistrement n° 0858. Dépôt légal: Bibliothèque nationale du Québec.

## RIPOSTE Comment relancer la coopération?

SUITE DE LA PAGE 1

lions de dollars dus à l'Autorité autonome.

Le premier ministre israélien, Benjamin Nétanyahou, exige, pour lever ces sanctions, que l'Autorité palestinienne «lutte réellement contre le terrorisme» en procédant à des arrestations en masse parmi les groupes armés islamistes, opposés aux accords d'autonomie.

M. Rachid a indiqué que le boycottage visait à inciter les hommes d'affaires israéliens à faire pression sur M. Nétanyahou pour verser les sommes dues à l'Autorité palestinienne et à lever le bouclage de la Cisjordanie et de la bande de Gaza.

Selon lui, les Palestiniens achètent chaque jour des produits israéliens pour une valeur de neuf millions de dollars, qui représentent 96 % du total des importations des territoires palestiniens.

Les exportations israéliennes vers la bande de Gaza s'élevaient fin 1995 à un demi milliard de dollars, selon le Bureau national de la Statistique à Jérusalem.

Il s'agit surtout de produits de première nécessité que les Palestiniens ne peuvent acheter ailleurs, étant donné

qu'ils ne disposent d'aucun débouché extérieur.

Aussi, l'Autorité palestinienne n'entend-elle pas étendre ce boycottage à la nourriture et aux médicaments.

Les États-Unis avaient, de leur côté, appelé Israël à verser les fonds dus aux Palestiniens, estimant que leur non-versement était «contre-productif».

Par ailleurs, une rencontre de sécurité israélo-palestinienne avec la participation d'experts américains s'est tenue hier soir à Ramallah en Cisjordanie, pour coordonner l'action face aux extrémistes palestiniens dont Israël réclame l'arrestation.

Des responsables des services de sécurité israélien et palestinien ont examiné hier des moyens de relancer la coopération dans ce domaine, a-t-on appris de source officielle. La rencontre, entourée de la plus grande discrétion, a duré plus de trois heures dans la ville autonome palestinienne de Ramallah, au nord de Jérusalem.

Des experts de la centrale de renseignements américain CIA ont participé à cette réunion.

À l'issue de la rencontre, des responsables israéliens se sont félicités, selon la radio, du climat des discussions, tout en réaffirmant que l'Autorité ne faisait toujours pas tout

son possible contre le terrorisme.

Ils ont indiqué qu'une autre rencontre aurait lieu au cours de la semaine, également en présence des experts américains.

Selon la radio publique israélienne, la délégation palestinienne comprenait des responsables de la sécurité préventive palestinienne ainsi que le général Amine el-Hindi, chef de la Sécurité générale, un des services de sécurité palestiniens.

La délégation israélienne a reçu, selon la même source, des réponses sur la nature des explosifs saisis en juillet dernier par l'Autorité palestinienne à Beit Sahour en Cisjordanie dans un atelier du Mouvement de la Résistance islamique (Hamas).

L'hypothèse a été soulevée à un moment donné, que les explosifs étaient du même type que ceux employés dans le double attentat-suicide à Jérusalem le 30 juillet. Mais selon d'autres informations, il s'agirait d'un explosif d'un autre type.

Il s'agit de la troisième réunion israélo-palestinienne matière de sécurité depuis l'attentat, et de la première réunion trilatérale depuis la mise en place de ce mécanisme par le médiateur américain Denis Ross.

## LANDRY



Le nouveau candidat péquiste de Bourassa, Claudel Toussaint, en compagnie de sa fille et de son ex-patron, le ministre Serge Ménard.

JACQUES GRENIER LE DEVOIR

SUITE DE LA PAGE 1

pendance nationale». D'origine haïtienne, M. Toussaint vit à Montréal depuis une vingtaine d'années et son penchant pour la politique provinciale teintée d'un nationalisme certain ne date pas d'hier. Jusqu'à vendredi dernier, il était d'ailleurs attaché politique du ministre d'État à la Métropole, Serge Ménard.

Après avoir participé et alimenté le débat de la semaine dernière sur la partition du Québec advenant une éventuelle victoire de l'option souverainiste, le vice-premier ministre Landry a profité hier de cette fenêtre ouverte sur la diversité pour réitérer son indignation contre les partisans de la partition, ce «projet mort-né».

«Les frontières du Québec ne sont pas des frontières ethniques ou linguistiques, ce sont des frontières géographiques. Notre projet, lui, est politique, à l'opposé de cet odieux projet rétrograde qui voudrait faire passer dans notre Québec, ce qui n'arrivera jamais, des lignes par l'éthnie. Et voilà l'odieux du projet de partition: faire passer la frontière autour d'un groupe humain que l'on veut singulariser en l'excluant.»

L'espace qu'a occupé l'idée partitionniste sur la scène publique ces derniers temps — que l'on se rappelle seulement les récentes interventions du ministre fédéral des Affaires intergouvernementales Stéphane Dion et de son chef le premier ministre Jean Chrétien pour appuyer la partition et la réaction virulente du vice-premier ministre Landry, prenant la parole en l'absence du premier ministre Lucien Bouchard — n'inquiète pas M. Landry outre mesure. «Je ne trouve pas ça inquiétant mais comme avec tous les sujets politiques, il faut en faire de la pédagogie, a-t-il expliqué hier à l'issue de l'assemblée de mise en candidature de Bourassa. Il faut dire qu'on ne fera pas de spécial pour le Québec en droit international et qu'il sera traité comme ont été traités la Slovaquie, les Républiques tchèque et slovaque.»

Bernard Landry a jugé bon d'intervenir publiquement à partir du moment où il a vu le premier ministre Chrétien «flirter avec cette idée». «Quand on a vu qu'il avait appuyé Mike Harris sur le massacre de l'hôpital Montfort, on s'est dit que tout devenait possible [...]. Dès lors que des gens soûlés sérieux se mêlent d'un combat aussi rétrograde, il faut qu'on en parle.»

#### Deux nouveaux candidats péquistes

Outre le vice-premier ministre et ministre de l'Économie et des Finances, les forces péquistes étaient bien représentées hier à Montréal-Nord pour souligner l'entrée possible d'un nouveau membre dans leurs rangs, Claudel Toussaint. Le ministre d'État à la Métropole, Serge Mé-

nard, le ministre responsable des Relations avec les citoyens et de l'Immigration, André Boisclair, de même que le leader parlementaire du gouvernement et ministre délégué à la Réforme parlementaire et électorale sont venus manifester leur appui au nouveau candidat.

«Il faut amener les minorités, qui forment la grande mosaïque montréalaise, à croire au projet de souveraineté», a affirmé le ministre Ménard, qui soutient avoir perdu un attaché politique au pouvoir de conviction remarquable.

M. Toussaint n'est en pas à ses premières armes dans le paysage politique. Connus surtout pour sa spécialité, les questions interculturelles, mais aussi pour son engagement sportif (directeur général du club de soccer Racing de Montréal-Nord), il est passé au Comité national des communautés culturelles du PQ, puis à la présidence d'un autre comité national, sur les relations ethnoculturelles cette fois, avant d'offrir ses services au ministre Ménard.

«Bien que mes ancêtres ne s'appelaient pas Samuel de Champlain ou Louis-Joseph Papineau, mais plutôt Toussaint Louverture et Jean-Jacques Dessalines, et que je garderais toujours en moi cette riche culture, je me sens résolument concerné par l'avenir du Québec», a expliqué le candidat péquiste, soulignant qu'il voulait mettre fin à l'instabilité et à l'opportunisme dans Bourassa. Je m'inscris dans son projet de société francophone, démocratique et pluraliste. Je fais partie de ceux et celles qui construisent le Québec. Je crois en son avenir de pays souverain.»

Dans Bertrand, une circonscription marquée par une controverse teintée de fraude, c'est le candidat Bernard Gilles Grenier qui défendra la bannière du Parti québécois lors des prochaines élections partielles, remportant la victoire sur Doris Bouchard Poirier.

M. Grenier, issu de l'univers du marketing et de la communication, s'est engagé très directement dans des actions politiques au cours des dernières années, et ce, au profit du PQ.

«Bertrand se retrouve dans une situation unique avec cette fraude immense qu'elle a connue, a expliqué M. Grenier hier. Et je suis absolument convaincu que les électeurs portent encore cette erreur libérale. Cette situation ne peut que m'aider à remporter la victoire.»

M. Grenier, que les ministres Guy Chevrette (Ressources naturelles) et Jacques Léonard (Conseil du trésor) sont venus appuyer hier, choisit ce moment pour se lancer en politique car, dit-il, c'est maintenant que la question de la souveraineté a le plus de chances d'être «régulée». «Les gens que j'ai rencontrés au cours des dernières semaines commencent à parler de souveraineté comme porteur de développement social et économique. Il n'y a pas meilleur signe.»

## MICRO

SUITE DE LA PAGE 1

Diffusée une heure par semaine en wolof, la langue la plus parlée au Sénégal, Radio Gune Yi a tellement fait fureur que l'équipe se déplace maintenant chaque semaine dans un village différent pour y recruter ses prochains émules du micro.

Dans un pays où les femmes sont souvent confinées aux rôles traditionnels, l'obligation faite par la réalisatrice d'avoir autant de filles que de garçons derrière le microphone a eu l'effet d'une petite révolution.

«Ça n'a l'air de rien, mais quand on arrive dans une classe de 30 enfants où il n'y a que 5 filles, (parce que les filles vont peu à l'école), cette exigence que je me suis imposée est devenue un défi en soi. Avec cette émission, on sort les filles de leur carcan et on leur redonne le droit de s'affirmer», affirme l'énergique productrice.

Dans un pays où même les villages les plus reculés possèdent un petit appareil radio à piles, les voix des jeunes retentissent maintenant au plus profond de la brousse. Les animateurs en herbe y tiennent différentes chroniques, relatent des contes africains, interviewent les anciens et par-

l'obligation d'avoir autant de filles que de garçons derrière le microphone a eu l'effet d'une révolution

«Il y a des tonnes de sujet tabous, comme l'excision, la polygamie ou les marabouts qu'on ne peut pas aborder de plein fouet. Parfois, la meilleure façon est de faire passer les messages en douce», explique Mimi.

Enregistrée dans des conditions impensables ici, Radio Gune Yi se heurte à des tonnes de considérations qui, ici, en laisseraient plus d'un pantois. Sans l'accord du préfet, du chef de village, des parents, pas question de dresser les micros sur la place du village.

«Certains parents ne veulent pas qu'on monopolise leurs enfants parce qu'ils font de gros sacrifices pour les envoyer à l'école, ou simplement parce que c'est la saison des récoltes et qu'ils les préféreraient aux champs. Dans certains cas, la réalisation d'une émission tient parfois du miracle», ajoute-t-elle.

Des miracles, il s'en produit à répétition dans cette aventure radiophonique. Notamment sur les chemins de brousse, où le matériel malmené peut tomber à plat à tout moment, où l'on doit repérer une génératrice, parfois la seule de la région, pour pouvoir enregistrer, où la pluie peut rendre les routes totalement impraticables dans certaines régions. En pleine saison des pluies, Radio Gune Yi est d'ailleurs souvent le seul lien qui relie certains villages enclavés avec le reste du pays.

Mais l'impossible finit toujours par se produire quand, dans un hameau, après moult discussions, le village réuni assiste religieusement à l'enregistrement de l'émission animée par des garçons et des fillettes, maîtrisant le micro avec une aisance jamais vue.

«L'Afrique est un pays de tradition orale et les enfants ont très vite confiance en eux. Même s'ils n'ont souvent jamais vu de micro de leur vie, ils tiennent en haleine tout leur village pendant plus d'une heure», souligne la journaliste.

Radio Gune Yi a fait un tel tabac au Sénégal qu'elle se voit maintenant imitée par d'autres stations de radio sénégalaises. Des jeunes journalistes africains de 25 à 30 ans ont maintenant été formés pour pouvoir entraîner eux-mêmes des enfants aux rudiments du micro.

«J'ai trouvé ma passion: combiner le journalisme avec le développement», dit-elle. Elle n'est d'ailleurs pas à court de projets puisque le Burkina Faso, le Togo et le Mali l'ont appelée pour développer leurs propres «radios-brousse».

Et c'est sans compter les reportages qui la mènent d'un bout à l'autre de l'Afrique de l'Ouest où, pour le compte de Plan international, elle relate l'histoire d'enfants et de familles ayant vécu une histoire de parrainage. Après avoir assisté à des séances de circoncision au Mali, interviewé des femmes qui s'attachent aux traditions séculaires en tentant de prévenir l'excision, elle se rendait récemment à la rencontre de tribus pygmées au Cameroun pour créer des contacts dans le but d'y instaurer d'éventuels projets.

Pour l'instant, l'instigatrice du projet demeure tout de même aux commandes de la réalisation, avec l'aide d'un interprète - wolof oblige -, mais elle sait qu'elle devra tôt ou tard laisser son bébé marcher seul. «La base du développement est de faire en sorte que les gens n'aient un jour plus besoin d'aide. Mon travail consistera davantage à superviser et développer d'autres projets.»

Qui sait si bientôt on n'entendra pas résonner du fond du Mali ou du Togo: «Ici Radio-Brousse!»

POURQUOI J'AIDERAIS OXFAM?

POUR CHANGER LE MONDE

Les enfants de la rue en Bolivie, au Nicaragua... Chassés, humiliés, exposés à toutes les formes d'exploitation. Grâce à OXFAM-Québec, ils reçoivent gîte, vêtements, éducation... et un environnement plus propice à leur développement. Voilà pourquoi je donne à OXFAM.



Tél.: (514) 937-1614  
1 800 OXFAM 95